

Arrêté n° 107-DDPP-22
portant autorisation environnementale d'exploiter une unité de fabrication de peintures poudre
située à Savigneux (42600), 108 impasse de la Croix Meyssant et exploitée
par la société Axalta Coatings Systems France

La préfète de la Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1^{er} du livre V ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6, R.214-1 à R.214-56 ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 nommant madame Catherine SÉGUIN, préfète de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 22-012 du 4 mars 2022 portant délégation permanente de signature à Monsieur Dominique SCHUFFENECKER, sous-préfet de SAINT-ÉTIENNE, secrétaire général de la préfecture de la Loire ;

Vu les actes en date des 8 novembre 2012, 10 décembre 2013, 16 septembre 2014 et 11 août 2015 antérieurement délivrés à AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE pour l'établissement qu'il exploite sur le territoire de la commune de SAVIGNEUX ;

Vu la demande de cas par cas présentée par l'entreprise AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE en date du 11 février 2020 en vue de la constitution de sa demande d'autorisation environnementale ;

Vu la décision du préfet de la Loire (Autorité Environnementale) en date du 19 mars 2020 soumettant le projet de l'entreprise AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE à étude d'impact

Vu la demande du 18 novembre 2020 complétée le 26 avril 2021, présentée par AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE dont le siège social est situé 1 ALLEE DE CHANTEREINE 78711 MANTES-LA-VILLE à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de peintures poudre située 108, Impasse de la Croix Meyssant - 42600 – SAVIGNEUX et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L.211-1, L.211-3, L.214-1 à L.214-6, R.214-1 à R.214-56 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) du bassin versant Loire-Bretagne, arrêté le 18 novembre 2015 ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral n°DT-14-720 en date du 30 août 2014 portant approbation du schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) Loire en Rhône-Alpes ;

Vu l'avis de l'Autorité Environnementale en date du 6 juillet 2021 ;

Vu la décision d'examen au cas par cas en date du 19 mars 2020 ;

Vu la décision en date du 11 août 2021 du président du tribunal administratif de LYON portant désignation du commissaire-enquêteur ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2021 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 33 jours du 18 octobre 2021 au 19 novembre 2021 inclus sur le territoire des communes de SAVIGNEUX, MONTBRISON et CHAMPDIEU ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;
Vu les publications en dates des 29 septembre 2021, 30 septembre 2021, 20 octobre 2021 et 21 octobre 2021 de cet avis dans deux journaux locaux ;
Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;
Vu les avis émis par les conseils municipaux des communes de SAVIGNEUX, MONTBRISON et CHAMPDIEU ;
Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;
Vu le rapport du 18/02/2022 de l'inspection des installations classées ;
Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 25/02/2022 ;
Vu l'avis favorable du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques exprimé dans sa séance du 08/03/2022 ;

CONSIDERANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDERANT la qualité, la vocation et l'utilisation des milieux environnants, et en particulier la présence du ruisseau de La Madeleine à proximité immédiate du site

CONSIDERANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial notamment pour ce qui concerne la gestion des eaux pluviales, la protection du ruisseau de la Madeleine, l'évaluation des risques sanitaires et l'organisation permettant de prévenir les risques pour la santé du voisinage

CONSIDERANT qu'au cours de l'instruction de la demande par l'inspection des installations classées, le demandeur a été conduit à apporter des améliorations à son projet initial en le dotant d'équipement de détection et prévention du risque Foudre, et de maîtrise des risques d'incendie, de surpression et du risque toxique correspondant à l'usage des techniques actuellement disponibles.

CONSIDERANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDERANT que les mesures d'évitement, réduction et de compensation prévues par le pétitionnaire ou édictées par l'arrêté sont compatibles avec les prescriptions d'urbanisme ;

CONSIDÉRANT que les travaux sont susceptibles d'aggraver les effets néfastes du ruissellement pluvial sur le régime et la qualité des eaux ;

CONSIDÉRANT que la mise en place de mesures de précautions spécifiques lors de la réalisation des travaux est nécessaire afin d'éviter toute pollution mécanique ou chimique des cours d'eau ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 211-3 du code de l'environnement dispose que l'autorité administrative peut édicter des prescriptions spéciales relatives aux conditions dans lesquelles peuvent être interdits ou réglementés tous travaux sur les milieux aquatiques ;

CONSIDERANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies,

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture,

ARRETE

TITRE 1 – PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

ARTICLE 1.1.1. EXPLOITANT TITULAIRE DE L'AUTORISATION

La société AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE, dont le numéro SIRET est 77815070600018, dont le siège social est situé 1 ALLEE DE CHANTEREINE 78711 MANTES-LA-VILLE, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, et des éventuels actes antérieurs en dates des 8 novembre 2012, 10 décembre 2013, 16 septembre 2014 et 11 août 2015 modifiées et complétées par celles du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de SAVIGNEUX, 108 Impasse de la Croix Meyssant (coordonnées Lambert 93 X= 785249 et Y= 6501376), les installations détaillées dans les articles suivants.

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Parcelles	Lieux-dits
SAVIGNEUX	Section BK parcelle 83	ZI La Croix Meyssant
SAVIGNEUX	Section BI parcelle 1	ZI La Croix Meyssant
SAVIGNEUX	Section BI parcelle 2	ZI La Croix Meyssant
SAVIGNEUX	Section BI parcelle 3	ZI La Croix Meyssant
SAVIGNEUX	Section BI parcelle 15	ZI La Croix Meyssant

La surface de l'emprise du tènement est de 98 604 m². Les travaux concernent la réalisation de nouvelles canalisations de collecte des eaux pluviales, la création d'un bassin de tamponnement/rétention des eaux la collecte de l'ensemble des eaux pluviales vers le bassin, la mise en place d'un séparateur hydrocarbures et d'une vanne de barrage en sortie de bassin, et le rejet des eaux à débit contrôlé vers le milieu naturel. La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation, incluant la zone non construite au Nord du ruisseau, laissée à l'état naturel, couvre environ 9,85 ha accueillant plusieurs bâtiments de surface au sol totale d'environ 26 000 m².

La présente autorisation tient lieu de :

- Absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L. 214-3 ou arrêté de prescriptions applicable aux installations, ouvrages, travaux et activités objet de la déclaration ;
- Absence d'opposition au titre du régime d'évaluation des incidences Natura 2000 en application du VI de l'article L. 414-4 ;

Sauf dispositions particulières, le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques 2661 (enregistrement), 1510 (enregistrement), 1185 (déclaration), 2718 (déclaration), 2940 (déclaration), 4510 (déclaration), et 2925 (déclaration), pour les dispositions applicables aux installations existantes, éventuellement adaptées par les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 1.1.2. AGRÉMENT DES INSTALLATIONS

L'autorisation préfectorale vaut agrément dans la limite ci-dessous :

Nature du déchet	Provenance interne/externe	Quantité maximale admise	Conditions de valorisation
<i>Fines de peinture</i> 08 02 01 déchets de produits de revêtement en poudre	<u>Provenance externe :</u> déchets issus des procédés d'application des peintures poudre des clients <u>Provenance interne :</u> produits non utilisés sur site	<u>Poudres issues des procédés des clients :</u> 1000 t / an <u>Poudres issues des procédés internes :</u> 400 t / an	Les fines de peintures non utilisées par les clients sont renvoyées à AXALTA. Une fois réceptionnées, elles sont tout d'abord envoyées vers le tamisage puis sont mélangées avec des résines polyester ou époxy, homogénéisées puis conditionnées dans le même contenant d'arrivé. Aucun traitement physico-chimique n'est réalisé sur ces fines récupérées. Les fines sont aujourd'hui principalement utilisées pour le garnissage des sièges automobiles et des recherches sont en cours pour d'autres activités de valorisation.

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime
1450.1	Solides inflammables (stockage ou emploi de). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	35 tonnes	A
2640.a	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (fabrication ou emploi de), à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3410. La quantité de matière fabriquée ou utilisée étant : a. Supérieure ou égale à 2 t/j	30 tonnes / jour	A
2661.1a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 70 t/j	Extrusion de résines (14 extrudeuses) 100 tonnes/jour	A
2661.2a	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (transformation de) 2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : a) Supérieure ou égale à 20 t/j	Broyage de résines (16 broyeurs) 100 tonnes/jour	E

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime
1510.2b	<p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques:</p> <p>2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant:</p> <p>b) Supérieur ou égal à 50000 m³ mais inférieur à 900 000 m³</p>	Volume de 322 000 m ³	E
1185.2a	<p>Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage).</p> <p>2. Emploi dans des équipements clos en exploitation.</p> <p>a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg</p>	973 kg de fluide stocké	DC
2714.2	<p>Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	<p>Fines de peinture récupérées</p> <p>999 m³</p>	DC
2791.2	<p>Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2794, 2795 et 2971.</p> <p>La quantité de déchets traités étant :</p> <p>2. Inférieure à 10 t/j</p>	<p>Activité RECYCLING :</p> <p>Tamisage / mélange et préparation en vue de la réutilisation</p> <p>Quantités traitées :</p> <p>7 t/jour dont 4,5 t/jour de déchets non dangereux</p>	D

Rubrique	Libellé de la rubrique	Quantité maximale	Régime
2940.3b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) sur support quelconque (métal, bois, plastique, cuir, papier, textile) à l'exclusion : - des activités de traitement ou d'emploi de goudrons, d'asphaltes, de brais et de matières bitumineuses, couvertes par la rubrique 4801, - des activités couvertes par les rubriques 2445 et 2450, - des activités de revêtement sur véhicules et engins à moteurs couvertes par la rubrique 2930, - ou de toute autre activité couverte explicitement par une autre rubrique. 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques. Si la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre est : b) supérieure à 20 kg/j, mais inférieure ou égale à 200 kg/j	Volume maximal mis en œuvre 94 kg / jour	DC
4510.2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 20 t, mais inférieure à 100 t	Quantité maximale de 70 tonnes	DC
2925.1	Accumulateurs (ateliers de charge d') 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération (1) étant supérieure à 50 kW	Puissance totale de 142 kW	D
2910	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes	5 chaudières gaz 1 193 kW 42 fours et étuves 102 kW Puissance 1,3 MW	NC non raccordables

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

Les installations IOTA ci-dessous listées sont directement liées à l'ICPE et à son fonctionnement :

Rubrique IOTA	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Superficie	Régime (*)
2.1.5.0	Rejet dans les eaux superficielles	Réseau de Drainage	6,5 ha	D
3.2.3.0	Tamponnement des eaux pluviales	Bassin de rétention	4 100 m3	D

(*) D : Déclaration

La photo et le plan ci-dessous reprennent les différents bâtiments du site avec identification des activités exercées.



Les activités exercées s'organisent comme suit :



CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

S'agissant d'un site existant et en l'absence de constructions nouvelles le dossier n'a pas donné lieu à consultation du préfet de la région Auvergne Rhône-Alpes au titre des dispositions relatives à l'archéologie préventive.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

En application de l'article R 181-43 du Code de l'Environnement, la notification de cessation d'activité et les conditions de remise en état après la cessation d'activité respectent les dispositions des articles R.512-39-1 à R.512-393 du même code, dans leur version applicable à compter du 1^{er} juin 2022 conformément au Décret n°2021-1096 du 12 août 2021.

Article 1.4.2 Durée de l'autorisation

En application des articles L. 181-21, L 181-28 et L 515-1 du code de l'environnement, l'autorisation d'exploiter est accordée sans limite de durée à compter de la date de notification du présent arrêté, sous réserve du respect des dispositions applicables en vue de la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 dudit code, et pour autant qu'aucune décision ultérieure ne vienne suspendre, annuler ou abroger cette autorisation.

Article 1.4.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

CHAPITRE 1.5 GARANTIES FINANCIÈRES

La société AXALTA COATING SYSTEMS FRANCE SAS sise à SAVIGNEUX, 108 impasse de la Croix Meyssant, en tant qu'exploitant des installations autorisées par l'arrêté préfectoral du 6 juin 2003, est concernée par la réglementation des garanties financières au titre du 5° de l'article R. 516-1 du code de l'environnement.

Les présentes dispositions se substituent à celles de l'arrêté préfectoral n°372-DDPP-14 du 16 septembre 2014 abrogé à la date de constitution des garanties financières dans les conditions prévues aux articles suivants.

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 142 542,60 € TTC. Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 en prenant en compte un indice TP01 de 111,2 en base 2010. Le taux de TVA utilisé pour le calcul est de 20 %.

Il est basé sur une quantité maximale de déchets autorisés présente sur le site à savoir :

- Séparateurs hydrocarbures : 3 t
- Solvant : 0,2 t
- PVC : 30 t
- big-bags : 30 t
- fûts souillés d'aluminium : 4 t
- filtres : 3 t
- benne DIB : 2 t
- benne de métaux : 4 t
- Matières premières : 50 t
- Produits finis : 10 t
- big-bags de dépoussiérage : 15 t
- fines de peinture récupérées : 4,5 t

Article 1.5.1 Établissement des garanties financières

Le préfet est destinataire des éléments suivants :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

Le changement d'exploitant des installations mentionnées à l'article 1.1.2 du présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale. Le nouvel exploitant adresse au préfet les documents établissant ses capacités techniques et financières et la constitution des garanties financières.

À défaut de notification d'une décision expresse dans un délai de trois mois, le silence gardé par le préfet vaut autorisation de changement d'exploitant.

Le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article R. 516-2-V du Code de l'environnement.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement.

Sans préjudice des dispositions de l'article R. 516-5-1 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet tous les 5 ans en appliquant la méthode d'actualisation précisée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 modifié au montant de référence pour la période considérée. L'exploitant transmet avec sa proposition la valeur datée du dernier indice public TP01 et la valeur du taux de TVA en vigueur à la date de la transmission.

L'exploitant informe le préfet de :

- tout changement de garant
- tout changement de formes de garanties financières
- toute modification des modalités de constitution des garanties financières telles que définies à l'article R. 516-1 du Code de l'environnement
- tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L. 516-1 du code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L. 171-8 de ce code. Conformément à l'article L. 171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.5.2 Appel des garanties financières

La Préfète appelle et met en œuvre les garanties financières :

- soit en cas de non-exécution par l'exploitant de la mise en sécurité des installations, après intervention des mesures prévues au I de l'article L. 171-8 du même code ;
- soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'égard de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès de l'exploitant physique.

Lorsque les garanties financières sont constituées dans les formes prévues au e) du point I de l'article R. 516-2, et que l'appel mentionné au I du présent article est demeuré infructueux, le préfet appelle les garanties financières auprès de l'établissement de crédit, la société de financement, l'entreprise d'assurance, la société de caution mutuelle ou le fonds de garantie ou la Caisse des dépôts et consignations, garant de la personne morale ou physique mentionnée au e susmentionné :

- * soit en cas d'ouverture ou de prononcé d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre du garant personne physique ou morale mentionné au e) susmentionné ;

- soit en cas de disparition du garant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou du décès du garant personne physique mentionné au e) susmentionné ;
- soit en cas de notification de la recevabilité de la saisine de la commission de surendettement par le garant personne physique ;
- soit en cas de défaillance du garant personne physique, ou du garant personne morale résultant d'une sommation de payer suivie de refus ou demeurée sans effet pendant un délai d'un mois à compter de la signification de la sommation faite à celui-ci par le préfet.

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512-74 et R. 512-39-1 à R. 512-39-3 du Code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de constatation de la réalisation des travaux comme prévu à l'article R. 512-39-3-III du même code.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral.

En application de l'article R. 516-5 du Code de l'environnement, le préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

CHAPITRE 1.6 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les dispositions du présent arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

CHAPITRE 1.7 CLÔTURE

Afin d'en interdire l'accès, l'établissement sera entouré d'une clôture de hauteur suffisante, réalisée en matériaux résistants et incombustibles. L'exploitant s'assurera du maintien de l'intégrité physique de la clôture dans le temps, et réalisera les opérations d'entretien des abords régulièrement.

CHAPITRE 1.8 CONTRÔLE DE L'ACCÈS

Toutes les dispositions seront prises afin que seules les personnes autorisées puissent avoir accès aux installations. En l'absence de personnel d'exploitation, les locaux ou la clôture entourant les installations devront être fermés à clé.

CHAPITRE 1.9 INTERDICTION D'HABITATIONS AU-DESSUS DES INSTALLATIONS

Les installations ne devront pas être surmontées de locaux occupés ou habités par des tiers.

CHAPITRE 1.10 IMPLANTATION

Les installations sont implantées à une distance telle des limites de l'établissement qu'aucun phénomène dangereux n'a d'effets létaux ni irréversibles sortant desdites limites.

CHAPITRE 1.11 DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour

- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par le présent arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par le présent arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

CHAPITRE 1.12 OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable de la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

CHAPITRE 1.13 CONSIGNES

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

CHAPITRE 1.14 RÉCAPITULATIF DES CONTRÔLES ET ANALYSES PÉRIODIQUES À RÉALISER ET DES DOCUMENTS À TRANSMETTRE À L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Article 1.14.1 L'exploitant devra réaliser les contrôles périodiques indiqués ci-après :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
3.1	Relevé des principaux compteurs de consommation d'eau	Hebdomadaire
3.1.5	Contrôle des ouvrages de traitement des eaux pluviales	Semestrielle (contrôle du bon fonctionnement)
3.1.5	Entretien des ouvrages de traitement des eaux pluviales	Annuelle (vidange, nettoyage et curage)
3.1.6	Contrôle périodique des eaux pluviales	Annuelle
2.6.4	Contrôles périodiques des rejets atmosphériques de poussières et métaux selon des méthodes normalisées	Annuelle
6.3	Niveaux sonores	Annuelle

7.2.2	Installations électriques Annuelle	Annuelle
	Moyens de secours contre l'incendie	Annuelle
	Contrôle de l'efficacité énergétique de toute chaudière de plus de 400 kW et de ses émissions polluantes	Biennale

L'inspection des installations classées pourra demander que des contrôles, des analyses et des prélèvements soient effectués par un organisme indépendant, dont le choix sera soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté ; les frais occasionnés par ces études seront supportés par l'exploitant. Elle pourra également demander la mise en place et l'exploitation d'appareils aux frais de l'exploitant.

Article 1.14.2 L'exploitant devra transmettre à l'inspection des installations classées les documents suivants :

Articles	Documents à transmettre	Périodicité / échéances
1.4.1	Notification de mise à l'arrêt définitif	Au moins trois mois avant la date de cessation d'activité
1.2.1	Bilan environnement annuel (déclaration annuelle des émissions)	Annuelle
2.6.4	Résultats des mesures de rejet de poussières à l'atmosphère	Annuelle
3.1.6	Résultats des analyses sur les rejets d'eaux pluviales	Annuelle
6.3	Résultats des mesures de niveaux sonores	Annuelle
1.18	Déclaration d'incident ou d'accident	Déclaration sans délai puis rapport à transmettre dans les 15 jours suivant le sinistre

CHAPITRE 1.15 NORMES

En cas de modification de l'une des normes applicables par le présent arrêté, l'homologation de la norme modifiée entraînera substitution des dispositions de cette dernière à celles de la norme précédente.

CHAPITRE 1.16 VALIDITÉ DE L'AUTORISATION

L'arrêté d'autorisation cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans, ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

CHAPITRE 1.17 DÉMARRAGE - DYSFONCTIONNEMENT - ARRÊT MOMENTANÉ

Les conditions d'exploitation prescrites par le présent arrêté s'appliquent dès le démarrage des installations, y compris durant les périodes de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de celles-ci.

CHAPITRE 1.18 ACCIDENT - INCIDENT

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation et qui sont de nature à porter

atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Sont à signaler notamment en application de ces dispositions :

- tout déversement accidentel de liquides polluants,
- tout incendie ou explosion,
- toute émission anormale de fumée ou de gaz irritants, odorants ou toxiques,
- toute élévation anormale du niveau des bruits émis par l'installation,
- tout résultat d'une analyse ou d'un contrôle de la qualité des eaux rejetées, du niveau de bruit, de la teneur des fumées en polluants, des installations électriques, etc..., de nature à faire soupçonner un dysfonctionnement important ou à caractère continu des dispositifs d'épuration ou l'existence d'un danger.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et les biens, ainsi que ses effets sur l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Si le fonctionnement des installations fait apparaître des inconvénients ou dangers que les prescriptions du présent arrêté ne suffisent pas à prévenir, l'exploitant doit en faire dans les meilleurs délais la déclaration à l'inspection des installations classées.

Dans les cas visés aux alinéas précédents, l'exploitant prendra les mesures d'exécution immédiate nécessaires pour faire cesser les dangers ou inconvénients et limiter les conséquences pour les intérêts protégés par l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.19 MODIFICATION - EXTENSION – CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Toute modification envisagée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, devra être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation. L'exploitant sera tenu également d'informer le préfet en cas de modification substantielle de ses capacités techniques et financières.

Tout transfert sur un autre emplacement, des installations visées à l'article 3 du présent arrêté, nécessitera une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Tout changement d'exploitant devra faire l'objet au préalable d'une demande d'autorisation adressée au préfet, à laquelle seront annexés les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant et la constitution de garanties financières.

CHAPITRE 1.20 MISE A JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers seront actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article L.181-14 du code de l'environnement. Ces compléments seront systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme expert dont le choix sera soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion seront supportés par l'exploitant.

CHAPITRE 1.21 BILAN ENVIRONNEMENTAL ANNUEL

Avant le 31 mars de chaque année, l'exploitant déclarera sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet, le bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations de l'eau. Le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées,

- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministère chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement.

Les seuils au-delà desquels l'exploitant est tenu de procéder à cette déclaration sont fixés par l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié, relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets.

TITRE 2 - PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

CHAPITRE 2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

L'émission dans l'atmosphère de fumées, de buées, de suies, de poussières ou de gaz ne devra pas incommoder le voisinage, nuire à la santé ou à la sécurité publiques, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et au caractère des sites.

Cette disposition est applicable aux effluents gazeux captés dans les ateliers, aux buées, fumées et autres émanations nuisibles ou malodorantes.

CHAPITRE 2.2 CAPTAGE ET ÉPURATION DES REJETS À L'ATMOSPHÈRE

Article 2.2.1 Installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs

Elles devront être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser autant que possible les émissions. Ces dispositifs, après épuration des gaz collectés en tant que de besoin, seront munis d'orifices obturables et accessibles aux fins de prélèvements en vue d'analyse ou de mesure.

Article 2.2.2 Forme des conduits d'évacuation des rejets à l'atmosphère

Les conduits d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché, sera conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la diffusion des effluents.

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ précisée ci-dessous.

Il est en particulier interdit d'installer des chapeaux ou des dispositifs équivalents au-dessus du débouché à l'atmosphère des cheminées, lequel devra par ailleurs être éloigné au maximum des habitations.

CHAPITRE 2.3 INTERDICTION DE DILUTION DES EFFLUENTS

La dilution des effluents, aux seules fins de respecter les valeurs limites exprimées en concentration, est interdite.

CHAPITRE 2.4 POUSSIÈRES

L'exploitant prendra les dispositions utiles pour limiter la formation de poussières, notamment dans le cas de la circulation d'engins ou de véhicules dans l'enceinte de l'établissement.

CHAPITRE 2.5 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 2.5.1 Conduits et installations raccordées

Les émissaires sont positionnés comme indiqué dans le schéma suivant :

N° de conduit	Installations raccordées	Traitement	Débit en Nm ³ /h
Broyeurs 1 à 3 Conduits BM01 à BM03	Installations de broyage du mélange pour en faire de la poudre	Filtres à manche	2090
Broyeurs 5 Conduits BM05			1310
Broyeurs 7 à 13 Conduits BM07 à BM13		Filtres à manche	2650
		Filtres à manche	2440
		Filtres à manche	3540
			950
			5850

			5050 1110 1080 1210
Broyeurs 21 et 22 Conduits BM21 et BM22		Filtres à manche	5580 5400
Broyeurs 25 et 26 Conduits BM25 et BM26		Filtres à manche	5310 5170
Dépoussiéreur 10 Conduit DE10	Salle de broyage et de l'application du laboratoire	Filtres à manche	460
Dépoussiéreur 12 Conduit DE12	Salle de broyage, de mélange et de conditionnement GT1+PT	Filtres à manche	950
Dépoussiéreur 15 Conduit DE15	Extrusion et application du laboratoire	Filtres à manche	4500
Dépoussiéreur 16 Conduit DE16	Extrusion et auto contrôles PT1 +GT	Filtres à manche injection de charbon actif	14600
Dépoussiéreur 17 Conduit DE17	Broyeurs 1 à 7, conditionnement PT et cabine sèche 1 vers broyeur 1	Filtres à manche	11500
Dépoussiéreur 18 Conduit DE18	Broyeurs 8 à 10, 21 et 22, 24 à 26	Filtres à manche	28700
Dépoussiéreur 19 Conduit DE19	Extrusion, pesage et chargement GT1 et PT	Filtres à manche	2630
Dépoussiéreur 23 Conduit DE23	NUP	Filtres à manche	560
Dépoussiéreur 24 Conduit DE24	NUP	Filtres à manche	15200
Dépoussiéreur 25 Conduit N° DE25	NUP	Filtres à manche	12500
Dépoussiéreur 26 Conduit N° DE26	NUP cabines sèches 3 (BR10) et 4 (NUP)	Filtres à manche	29800
Dépoussiéreur 41 Conduit N°	Aspiration centralisée Bonding – côté Nord	Filtres à manche	1110

DE41			
Dépoussiéreur 42 Conduit N° DE42	Bonding - Côté Sud	Filtres à manche	8130
Dépoussiéreur 51 Conduit N° DE51	Recycling	Filtres à manche	3800

Les émissaires sont po

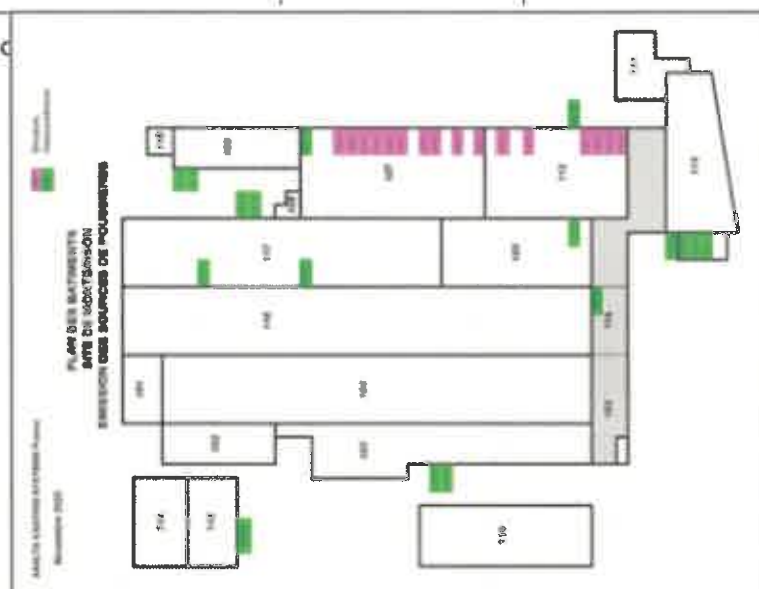


Figure 48 : Plan de localisation des points de rejet atmosphérique

Article 2.5.2 Conditions générales de rejet

N° de conduit	Émissaire	Zone de prélèvement	Hauteur en m
Broyeurs 1 à 3 Conduits BM01 à BM03	Cheminées de rejet	Toiture	13
Broyeurs 5 Conduits BM05		Toiture	13
Broyeurs 7 à 13 Conduits BM07 à BM13		Toiture	13
Broyeurs 21 et 22 Conduits BM21 et BM22		Toiture	15
Broyeurs 25 et 26 Conduits BM25 et BM26		Toiture	15
Dépoussiéreur 10 Conduit DE10	En sortie de la grille du dépoussiéreur	Nacelle	14
Dépoussiéreur 15 Conduit DE15	Cheminée de rejet	Toiture	7
Dépoussiéreur 16 Conduit DE16	Cheminée de rejet	Passerelle	17
Dépoussiéreur 17 Conduit DE17	Cheminée de rejet	Passerelle	17
Dépoussiéreur 18 Conduit DE18	Cheminée de rejet	Passerelle	14
Dépoussiéreur 23 Conduit DE23	Cheminée de rejet	Sur extracteur	4
Dépoussiéreur 24 Conduit DE24	Cheminée de rejet	Nacelle	12
Dépoussiéreur 25 Conduit N° DE25	Cheminée de rejet	Nacelle	12
Dépoussiéreur 26 Conduit N° DE26	Cheminée de rejet	Nacelle	12
Dépoussiéreur 41 Conduit N° DE41	Cheminée de rejet	Sur extracteur	12
Dépoussiéreur 42 Conduit N° DE42	Cheminée de rejet	Nacelle	7
Dépoussiéreur 51 Conduit N° DE51	Cheminée de rejet	Mezzanine et sol	4 (Intérieur)

CHAPITRE 2.6 LIMITATION DES REJETS

Article 2.6.1 Dispositions générales

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les points de rejet doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement doivent être contrôlés périodiquement ou en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces contrôles sont portés sur un registre, éventuellement informatisé, tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

Article 2.6.2 Emissions de composés organiques volatils (COV)

L'exploitant ne met pas en œuvre de produit solvanté dans ses procédés de fabrication.

Article 2.6.3 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques / Valeurs limites des flux de polluants rejetés

Pour les émissions canalisées :

Les effluents gazeux devront respecter les valeurs limites définies ci-après, exprimées dans les conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec). Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses seront prises en compte.

Paramètre selon EQRS	concentration à chacun des points de rejets	Flux total
Poussières	5 mg/m ³	0.31 kg/h

Plomb et ses composés	30 µg/m ³	0.43 g/h
Chrome et ses composés	10 µg/m ³	0.42 g/h
Zinc et ses composés	10 µg/m ³	

L'exploitant procède avant le 31 décembre 2022 à une analyse sur le paramètre Zinc sur tous les émissaires. Le flux maximum sera fixé sur la base des concentrations relevées en fonction des débits des différents émissaires. La valeur limite en concentration sur ce paramètre pourra être révisée selon les résultats de cette 1ère campagne.

Article 2.6.4 Contrôles périodique des rejets

Poussières et métaux particuliers

L'exploitant fera procéder chaque année à un contrôle selon les méthodes normalisées, portant sur les concentration et flux en poussières et métaux particuliers rejetés dans l'air, en des points de l'établissement représentatifs de leurs émissions résultant des activités de production.

Les résultats correspondants seront adressés à l'inspection des installations classées dès qu'ils seront disponibles.

Article 2.6.5 Contrôles exceptionnels

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspection des installations classées pourra faire procéder à des analyses des polluants émis par les installations, ainsi que de la qualité du milieu environnant.

Le coût de ces contrôles sera supporté par l'exploitant.

Article 2.6.6 Surveillance en permanence des émissions de poussières

La mesure en permanence des poussières s'impose si le flux horaire des émissions canalisées de poussières est supérieur à 50 g/h et si le flux de plomb dépasse 10 g/h.

Compte tenu du flux de poussières calculé, qui s'établit à 2,7 kg/h, si le flux total de plomb dépasse 10 g/h, l'exploitant devra réaliser une étude en vue :

- de la mise en place d'un système de mesure en permanence des rejets de poussières (analyseur gravimétrique en continu),
- ou, en l'absence de disponibilité sur le marché d'analyseur de poussières gravimétrique en continu permettant de mesurer ces émissions,
- du recours à d'autres dispositifs aux caractéristiques techniques permettant de mesurer les poussières avec fiabilité

Article 2.6.7 Mesures temporaires de réduction des émissions

Nature des actions à engager

En cas de déclenchement du niveau "information et recommandation" quelle que soit la nature de l'épisode, dans le bassin d'air où est implanté l'établissement et tel que défini dans l'arrêté inter-préfectoral en vigueur* visant les épisodes de pollution atmosphérique, les actions suivantes devront être engagées, outre les

- affichage de l'épisode de pollution sur les panneaux de communication interne,
- rappel au personnel concerné des règles permettant de limiter les émissions de composés organiques volatils, telles que la pose de couvercles sur tous les contenants susceptibles de

générer ces émissions et la fermeture des équipements de lavage employant des solvants, hors utilisation.

En cas de déclenchement du niveau "alerte" quelle que soit la nature de l'épisode, tel que défini dans l'arrêté inter préfectoral en vigueur* visant les épisodes de pollution atmosphérique, les actions suivantes devront être engagées dès l'atteinte du 1er niveau de mesures d'urgence :

- maintien des actions du niveau "information et recommandation",
- report de l'évacuation des fines de peinture en citerne routière, et si besoin enlèvement de ces déchets uniquement en récipients mobiles ne nécessitant pas de pompage,
- arrêt des opérations de lavage au solvant (équipements, sols,...), et si besoin substitution par des produits n'émettant pas ou peu de composés organiques volatils,
- L'exploitant procède à une sensibilisation du personnel et observe une vigilance accrue sur le fonctionnement des installations (paramètres de fonctionnement, stabilisation des charges, bon fonctionnement des systèmes de traitement, etc.) et sur l'application des bonnes pratiques.
- Toute unité de production équipée de systèmes de dépollution renforcés doit en activer le fonctionnement pendant la durée de l'épisode de pollution.
- Les opérations émettrices de COV doivent être reportées à la fin de l'épisode : travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composés organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs, etc.
- Les opérations émettrices de particules ou d'oxydes d'azote (manipulation des déchets, broyage, transfert de matériaux, etc.) en l'absence de dispositif de traitement adéquat doivent être reportées à la fin de l'épisode.
- L'utilisation de groupes électrogènes, pendant la durée de l'épisode de pollution, n'est autorisée que pour satisfaire l'alimentation électrique d'intérêts essentiels, notamment de sécurité.
- Toute installation de combustion pouvant fonctionner avec plusieurs types de combustible utilise le combustible le moins émissif.
- L'usage des engins de manutentions thermiques doit être limité au profit des engins électriques pour les établissements équipés des deux types d'engin.

En cas d'atteinte du 2ème niveau de mesures d'urgence et en sus des actions à mettre en œuvre

- Toute unité de production, émettrice de particules fines, de NOx, ou de COV déjà à l'arrêt ou qui serait arrêtée durant l'épisode de pollution n'est autorisée à reprendre son activité qu'à la fin de l'épisode de pollution.
- Réduction des émissions, y compris par la baisse d'activité.
- Arrêt temporaire de certaines activités polluantes en cas d'aggravation du niveau d'alerte N2.

Ces mesures de réduction temporaires seront mises en œuvre dans les meilleurs délais, et au plus tard à 8 heures le lendemain de la réception du message d'alerte diffusé par le préfet.

Les actions prévues ci-dessus ne devront en aucun cas porter préjudice à la sécurité du personnel et des installations, et à l'environnement. Elles feront l'objet, de la part de l'exploitant, de consignes détaillées qui seront tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 2.6.8 Odeurs

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage ou de traitement. Les bassins, stockage et traitement des boues susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.

L'inspection des installations classées peut demander la réalisation d'une campagne d'évaluation de l'impact olfactif de l'installation afin de permettre une meilleure prévention des nuisances.

CHAPITRE 2.7 SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHERE

Article 2.7.1 Surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance annuelle des rejets dans les conditions suivantes, sauf périodicité renforcée si nécessaire pour les paramètres ci-après :

- Plomb et ses composés : respect des dispositions prévues à l'article 2.6.6 du présent arrêté
- Antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et leurs composés : si le flux horaire d'antimoine, chrome, cobalt, cuivre, étain, manganèse, nickel, vanadium et zinc, et de leurs composés particuliers et gazeux, dépasse 500 g/h, une mesure journalière des émissions est réalisée sur un prélèvement représentatif effectué en continu."
- Poussières : si le flux horaire dépasse 50 kg/h, la mesure en permanence des émissions de poussières par une méthode gravimétrique est réalisée. Si le flux horaire dépasse 5 kg/h, mais est inférieur ou égal à 50 kg/h, une évaluation en permanence de la teneur en poussières des rejets à l'aide, par exemple, d'un opacimètre est réalisée.

Article 2.7.2 Propreté, émissions diffuses et envols de poussières

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

Le stockage des autres produits en vrac est réalisé dans la mesure du possible dans des espaces fermés. A défaut, des dispositions particulières tant au niveau de la conception et de la construction (implantation en fonction du vent...) que de l'exploitation sont mises en œuvre.

Lorsque les stockages se font à l'air libre, il peut être nécessaire de prévoir l'humidification du stockage ou la pulvérisation d'additifs pour limiter les envols par temps sec.

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

CHAPITRE 3.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 3.1.1 Généralités

Le présent arrêté vaut autorisation et/ou tient lieu de déclaration pour les ouvrages, installations, travaux et activités nécessaires à l'exploitation de l'installation, relevant des dispositions des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.

Les caractéristiques des installations et notamment les prélèvements et les rejets dans le milieu aquatique seront compatibles avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux mentionnés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement.

Article 3.1.2 Alimentation en eau - Limitation de la consommation

Toutes dispositions seront prises afin d'éviter tout phénomène de pollution du réseau public de distribution d'eau et du réseau d'eau à usage domestique à l'intérieur de l'usine. L'exploitant garantit la conformité de l'ensemble des équipements de l'exploitation aux dispositions de l'article R.1321-57 du code de la santé publique.

A ce titre, le ou les réseaux d'eau industrielle seront distincts du réseau d'eau potable. Leur branchement sur le réseau d'alimentation sera équipé d'un disconnecteur à zone de pression réduite et contrôlable, associé à un contrat de maintenance annuelle, ou bien se fera par l'intermédiaire d'une capacité alimentée gravitairement après rupture de charge. L'analyse des dispositifs de sécurité à mettre en place contre le retour d'eau pourra utilement s'appuyer sur la norme EN 1717 relative à la "Protection contre la pollution de l'eau potable dans les réseaux intérieurs et exigences générales des dispositifs de protection contre la pollution par retour"

L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées l'état de ses consommations annuelles d'eau. Il devra rechercher par tous les moyens économiques acceptables, et notamment à l'occasion du remplacement d'un matériel, à diminuer au maximum la consommation d'eau de son établissement.

Toutes les installations de prélèvement d'eau seront munies de compteurs volumétriques agréés. Les principaux compteurs totalisant le plus grand volume d'eau consommé seront relevés hebdomadairement. Les données recueillies seront portées sur un registre éventuellement informatisé.

L'usage du réseau d'eau incendie sera strictement réservé aux sinistres et aux exercices de secours, et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

L'exploitant devra, le cas échéant, se conformer aux mesures d'urgence que le préfet serait susceptible d'imposer dans le cadre de l'arrêté préfectoral en vigueur afin de préserver la ressource en eau en cas de sécheresse.

La consommation maximale en eau est fixée à 4000 m³ par an.

Article 3.1.3 Collecte des effluents liquides

Tous les effluents liquides seront canalisés.

Toutes dispositions seront prises pour éviter la dilution et pour conserver à l'état le plus concentré possible les divers effluents issus des installations afin d'en faciliter le traitement et si besoin, les prélever à la source pour permettre des traitements spécifiques. En aucun cas la dilution ne devra constituer un moyen de respecter les valeurs limites de rejet fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du regroupement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Le réseau de collecte des effluents liquides devra être de type séparatif. Un schéma des réseaux d'eaux et un plan du réseau de collecte des effluents liquides seront établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Ces documents feront notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes tels que les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques ou compteurs ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

A l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les ouvrages de rejet devront être en nombre aussi limité que possible et aménagés de manière à réduire au maximum la perturbation apportée au milieu récepteur.

Les ouvrages de collecte et les réseaux d'évacuation des effluents pollués ou susceptibles de l'être devront être étanches. Leur tracé devra en permettre le curage ou la visite en cas de besoin. Leurs dimensions et les matériaux utilisés pour leur réutilisation devront permettre une bonne résistance dans le temps vis-à-vis des actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assurera par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité, et établira périodiquement un compte-rendu de contrôle.

En aucun cas ces ouvrages ne devront contenir des canalisations de transport de fluides dangereux ou être en relation directe ou indirecte avec celles-ci.

Un dispositif devra permettre, en cas de nécessité, l'isolement des réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués vis-à-vis de l'extérieur. Ce dispositif sera maintenu en état de marche, signalé et actionnable en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Son entretien préventif et sa mise en fonctionnement seront définis par une consigne.

Article 3.1.4 Caractéristiques générales des rejets liquides

Les effluents rejetés devront être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques ou inflammables,

- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne devront pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne devront pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

Article 3.1.5 Conditions de rejet des effluents liquides

Eaux pluviales

Le point de rejet des eaux pluviales sera créé en limite Nord de la parcelle dans le ruisseau de la Madeleine. Les coordonnées du point sont X = 1783701,172 - Y=5157986.909 Les 3 points de rejet existants au ruisseau (Exut. 1 à 3) au Nord-Ouest de la parcelle seront canalisés jusqu'au bassin de rétention.

Sur la partie NORD, pour isoler les eaux pluviales du site et pour globalement rehausser le profil hydraulique des ouvrages, l'exploitant créera un nouveau réseau de collecte des toitures et des grilles à une profondeur moins importante jusqu'à la rétention projetée. La servitude existante et le point de rejet n°4 pourront alors être conservés en état et seront indépendants du fonctionnement hydraulique du site.

Le point de rejet existant en limite Sud (petit parking VL pour le personnel) est conservé en l'état.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées (eaux de ruissellement des aires de stationnement, de chargement,...) seront collectées et subiront un traitement avant leur rejet, de manière à respecter les valeurs limites suivantes en moyenne quotidienne et sans dilution, avant rejet dans le collecteur intercommunal :

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30°C,
- Matières en suspension (Code SANDRE:1305) :
100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé par l'arrêté n'excède pas 15 kg/j,
35 mg/l au-delà,
- DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE:1314) :
300 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 100 kg/j, ce flux est ramené à 50 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, 125 mg/l au-delà
- DBO₅ (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1313) :
100 mg/l si le flux journalier maximal autorisé n'excède pas 30 kg/j, ce flux est ramené à 15 kg/j pour les eaux réceptrices visées par l'article D. 211-10 du code de l'environnement, 30 mg/l au-delà.
- hydrocarbures totaux (Code SANDRE : 7009) : 10 mg/l, si le rejet dépasse 100 g/j
- métaux totaux inférieurs à 5 mg/l
- Chrome et ses composés (en Cr) (Code SANDRE:1389) : 0,1 mg si le rejet dépasse 5g/j
- Plomb et ses composés (en Pb) (Code SANDRE:1382) : 0,1 mg si le rejet dépasse 5g/j
- Fer, aluminium et composés (en Fe+Al) (Code SANDRE: 7714) : 1 mg/l, si le rejet dépasse 20 g/j
- composés organiques halogénés (AOX) (Code SANDRE: 1106) : 1 mg/l, si le rejet dépasse 30 g/j

Aucune valeur instantanée ne devra dépasser le double de ces valeurs limites en concentration.

Les ouvrages de collecte et zones de stationnement seront équipés de séparateurs à hydrocarbures. Leur dimensionnement devra être adapté à la superficie raccordée. Ils feront face aux variations des caractéristiques des eaux à traiter (notamment le débit et la composition).

En particulier, les séparateurs à hydrocarbures seront contrôlés visuellement au moins une fois par semestre pour s'assurer de leur bon fonctionnement, et seront vidangés, nettoyés et curés au moins une fois par an. La preuve de la destruction ou du retraitement des déchets récupérés devra pouvoir être fournie.

Les fiches relatives au suivi de l'entretien des ouvrages de traitement seront tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des ouvrages de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées au présent article, l'exploitant prendra les dispositions nécessaires pour réduire une éventuelle pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin le rejet.

Eaux sanitaires

Les eaux sanitaires seront collectées et rejetées dans le réseau d'assainissement intercommunal, raccordé à la station d'épuration de SAVIGNEUX. L'accord du gestionnaire du réseau est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Eaux de refroidissement

La réfrigération des matériels et installations en circuit ouvert est interdite, sauf pour répondre à un impératif de sécurité en situation de défaillance. Les purges de déconcentration des circuits pourront cependant être rejetées sans traitement si leur qualité le permet.

Eaux industrielles

Tout rejet d'effluents industriels vers le milieu naturel est interdit. Ces effluents seront assimilés à des déchets et traités dans les conditions définies à l'article 4.4.4 ci-après.

Périmètre de protection rapproché – zone B du canal du Forez

A l'intérieur de cette zone, les stockages de produits de nature à polluer les eaux hors bac de rétention de capacité au moins équivalente à la quantité de produit stocké sont interdits ; il en est de même pour l'enfouissement en pleine terre de cuves et réservoirs de produits susceptibles de polluer les eaux non dotés de double parois ou de dispositifs d'alerte et de mesure des fuites.

Des précautions particulières sous forme de procédure de gestion des manipulations et de gestion de situation accidentelles sont à établir pour le stockage des matières premières et fûts de produits finis dans le Bâtiment 113.

Une procédure d'intervention rappelant le consignes à respecter en phase de travaux ou en cas de pollution accidentelle est établie. Elle mentionne les coordonnées des différents acteurs concernés (SMIF, Loire Forez Agglomération, ARS-DT42) à contacter en cas de problème et est communiquée auprès des entreprises intervenant sur site.

Eaux souterraines

Un suivi piézométrique et un suivi qualitatif de la nappe (pH, DCO, HCT, Pb et Cr et leur composés) est assuré semestriellement à partir d'un réseau de trois piézomètres (un « amont » et deux « aval » aux installations), avec production d'un bilan quadriennal avec interprétation des résultats par l'exploitant, pour s'assurer de l'absence d'incidence sur le canal du Forez en cas de sinistre ou du fait de pollution

diffuse.

Le piézomètre complémentaire aux deux existants

Derrière Bat 111 maintenance : X=1783597 ; Y=5157770

Derrière Bat 113 : X=1783635 ; Y=5157854

sera positionné selon avis d'un hydrogéologue agréé.

Article 3.1.6 Contrôle des rejets des effluents liquides

Dispositifs de prélèvement

Les ouvrages d'évacuation des eaux pluviales seront équipés d'un regard ou de tout autre dispositif équivalent permettant le contrôle des rejets dans de bonnes conditions, et notamment la réalisation de prélèvements aux fins d'analyses. Les points de prélèvement seront aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.

L'exploitant est tenu de permettre à toute époque l'accès à ces ouvrages à l'inspection des installations classées, aux agents du service chargé de la police des eaux ou de la collectivité gestionnaire du réseau public d'assainissement).

Contrôles périodiques

L'exploitant fera procéder au moins tous les ans à une analyse de la qualité des eaux pluviales rejetées, suivant les normes de référence en vigueur.

Cette analyse portera sur les paramètres mentionnés à l'article 3.1.5. ci-dessus et sera réalisée sur un échantillon moyen représentatif du rejet pendant la période prise en compte. Les résultats correspondants seront adressés à l'inspection des installations classées dès qu'ils seront disponibles.

Les coûts de l'intervention et de l'analyse seront supportés par l'exploitant.

Contrôles exceptionnels

L'inspection des installations classées pourra procéder ou faire procéder, de façon inopinée, à des prélèvements dans les effluents liquides et à leur analyse par un laboratoire agréé. Le coût de ces analyses sera supporté par l'exploitant. Le nombre de contrôles à la charge de ce dernier sera toutefois limité à deux par an, sauf dans le cas où les prescriptions techniques imposées par le présent arrêté ne seraient pas respectées.

Article 3.1.7 Prévention des pollutions accidentelles

Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident se produisant dans l'enceinte de l'établissement (rupture de récipient, renversement d'engins de transports,...), déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts extérieurs à l'usine ou le milieu naturel.

Capacités de rétention

- Stockages aériens de liquides n'entrant pas dans la catégorie des liquides inflammables

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, n'entrant pas dans la catégorie des liquides inflammables, devra être associé à une capacité de rétention dont le volume sera au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand récipient associé,

- 50 % de la capacité globale des récipients associés.

Pour les stockages en récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention sera au moins égale à :

- 20 % de la capacité totale des récipients,
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne devront pas être associés à la même cuvette de rétention.

Le site ne stocke pas de liquides inflammables ni des substances ou préparations toxiques, corrosives ou dangereuses pour l'environnement dans des réservoirs fixes.

Transport

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement sera effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages.

Article 3.1.8 Bassin de confinement

Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un sinistre devront être retenues sur site dans un ouvrage spécialement aménagé. La capacité de ce bassin de confinement, étanche, aménagé dans l'enceinte de l'établissement ne peut être inférieure à 4100 m³.

Les eaux collectées dans les zones et ouvrages aménagés, susceptibles d'avoir été polluées suite à un incendie ou à tout autre sinistre, seront éliminées par les filières de traitement de déchets appropriées. Toutefois, en l'absence de pollution préalablement contrôlée, elles pourront être évacuées suivant les principes énoncés à l'article 3.1.5 traitant du rejet des eaux pluviales.

Le bassin de confinement servant également de bassin écrêteur d'orage pour les eaux pluviales, son débit de fuite sera d'au moins 5 litres par seconde par hectare hors sinistre, sauf dans les cas de saturation du réseau intercommunal dédié à l'évacuation des eaux pluviales. Les périodes d'arrêt des rejets seront enregistrées et tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les organes de commande nécessaires à la mise en service des ouvrages de rétention dont le bassin devront pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Ils seront maintenus en état de marche et signalés. Leur entretien préventif sera défini par une consigne. En particulier, les vannes d'isolement nécessaires à la dérivation des eaux en cas de sinistre devront faire l'objet d'essais de fonctionnement réguliers. Les résultats de ces essais seront consignés sur un registre. L'activation des organes de commande nécessaires à la mise en service des ouvrages de rétention et notamment du bassin de confinement fera l'objet d'une procédure écrite spécifique.

Un plan de récolement du bassin de rétention est réalisé et est transmis au service instructeur dans un délai de trois mois après achèvement des travaux ; les plans joints font notamment apparaître le volume du bassin, l'emplacement et le descriptif des organes de régulation.

Le bassin de rétention est muni d'un équipement permettant d'interdire le rejet au milieu en cas de pollution.

Pendant la durée des travaux, le pétitionnaire doit prendre toutes les dispositions pour éviter toute pollution des cours d'eau. Le maître d'ouvrage doit prévenir le service police de l'eau de la Loire 15 jours avant le début des travaux.

Les eaux de ruissellement des zones décapées lors des terrassements sont maîtrisées. Le pétitionnaire met en œuvre une organisation permettant d'assurer une surveillance régulière des ouvrages. Il veille notamment à ce que sur le moyen terme, la végétation implantée dans les bassins n'obère pas leur capacité hydraulique. Le bassin est opérationnel au plus tard le 31 août 2023.

TITRE 4 - DÉCHETS

CHAPITRE 4.1 DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son établissement et ce conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (titre IV du livre V du code de l'environnement et ses textes d'application).

A cette fin, il se devra successivement de :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres, lorsque celles-ci s'avèrent être techniquement et économiquement acceptables,
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication,
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, détoxification ou voie thermique,
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans des installations techniquement adaptées et réglementairement autorisées.

CHAPITRE 4.2 DISPOSITIONS RELATIVES AUX PLANS D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS

- L'élimination des déchets dangereux devra respecter les orientations définies dans le Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets approuvé en date du 19 décembre 2019.

- L'élimination des déchets industriels banals devra respecter les orientations définies dans le Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux de la Loire.

CHAPITRE 4.3 DISPOSITIONS EN RÉFÉRENCE AUX DIFFÉRENTS DOSSIERS DÉPOSÉS PAR L'EXPLOITANT

- Les dispositions proposées dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, et qui ne sont pas en contradiction avec les objectifs ou les prescriptions particulières du présent arrêté, sont rendues applicables par le présent arrêté.

- Procédure de gestion et de suivi de la production des déchets

L'exploitant organisera, par une procédure écrite, la collecte et l'élimination des différents déchets générés par l'établissement. Cette procédure, régulièrement mise à jour, sera tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant mettra en place un suivi pluriannuel de la production des déchets dans son établissement. Des indices de production seront définis à partir d'un ou plusieurs indicateurs simples, représentatifs de l'activité et facilement actualisables. La détermination et l'exploitation de ces indices tiendront compte de l'évolution des dispositions réglementaires en vigueur.

CHAPITRE 4.4 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

Article 4.4.1 Récupération - Recyclage - Valorisation

- Toutes dispositions devront être prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de recyclage et de valorisation techniquement et économiquement possibles.

- Le tri des déchets tels que le bois, le papier, le carton, le verre..., devra être effectué, en interne ou en externe, en vue de leur valorisation. En cas d'impossibilité, justification devra en être apportée à l'inspection des installations classées.

- Les emballages vides ayant contenu des produits toxiques ou susceptibles d'entraîner des pollutions devront être renvoyés au fournisseur lorsque leur réemploi est possible, sauf s'ils sont réutilisés sur le site. Dans le cas contraire, s'ils ne peuvent être totalement nettoyés, ils devront être éliminés comme des déchets dangereux dans les conditions définies ci-dessous.

- Les boues provenant du traitement des eaux devront être traitées comme des déchets dangereux et éliminées dans les conditions définies ci-dessous.

- Par grands types de déchets produits (tels que bois, papier, carton, verre, huile, etc...), un bilan annuel précisant le taux et les modalités de valorisation sera effectué et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.2 Stockages

- La durée maximale de stockage des déchets ne devra pas excéder 3 mois, hormis pour les déchets générés en faible quantité ou pour des déchets faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques.

La quantité de déchets stockés sur le site devra être limitée aux quantités précisées à l'article 1.5 du présent arrêté.

Dans le cas contraire, les déchets mis en cause seront évacués sans délai.

- Toutes précautions seront prises pour que :

- les dépôts soient tenus en état constant de propreté,
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une gêne pour le voisinage (odeurs),
- les dépôts ne soient pas à l'origine d'une pollution des eaux superficielles ou souterraines, ou d'une pollution des sols : à cet effet, les stockages de déchets seront réalisés sur des aires dont le sol sera imperméable et résistant aux produits qui y seront déposés.
- Ces aires, nettement délimitées, seront conçues de manière à contenir les éventuels déversements accidentels,
- les mélanges de déchets ne puissent être à l'origine de réactions non contrôlées conduisant en particulier à l'émission de gaz ou d'aérosols toxiques ou à la formation de produits explosifs.

Stockage en emballages

Les déchets pourront être conditionnés dans des emballages en bon état ayant servi à contenir d'autres produits (matières premières notamment), sous réserve que :

- il ne puisse y avoir de réactions dangereuses entre le déchet et les produits ayant été contenus dans l'emballage,
- les marques d'origine des emballages ne prêtent pas à confusion quant aux déchets contenus.

Pour les déchets dangereux, l'emballage portera systématiquement des indications permettant de reconnaître lesdits déchets.

Stockage en bennes

Les déchets ne pourront être stockés, en vrac dans des bennes, que par catégories de déchets compatibles et sur des aires identifiées et affectées à cet effet. Toutes les précautions seront prises pour limiter les envois.

Article 4.4.3 Transport

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre et sa forme répondent aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement et aux textes pris en application de ces deux articles.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les bordereaux et justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Pour chaque enlèvement les renseignements minimaux suivants sont consignés sur un document de forme adaptée (registre, fiche d'enlèvement...) et sont conservés par l'exploitant :

- code du déchet selon la nomenclature,
- dénomination du déchet,
- quantité enlevée,
- date d'enlèvement,
- nom de la société de ramassage et numéro d'immatriculation du véhicule utilisé,
- destination du déchet (éliminateur),
- nature de l'élimination effectuée.

L'ensemble de ces renseignements est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Article 4.4.4 Élimination des déchets

Principe général

- L'élimination des déchets qui ne peuvent être valorisés, à l'intérieur de l'établissement ou de ses dépendances, devra être assurée dans des installations dûment autorisées à cet effet dans le cadre du titre Ier du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées. L'exploitant devra être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs devront **être** conservés pendant 5 ans.

- Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature qu'ils soient est interdite. Cependant, il pourra être dérogé à cette prescription en ce qui concerne les déchets non souillés par des substances nocives ou toxiques (papier, palette, etc.) lorsque ces derniers seront utilisés comme combustibles lors des "exercices incendie".

- Ne pourront être éliminés en installation de stockage de déchets dangereux que les déchets satisfaisant aux critères d'admission prévus par la réglementation relative au stockage de déchets dangereux.

Déchets non dangereux

- Les emballages industriels devront être éliminés conformément aux dispositions prévues aux articles R. 543-66 à R. 543-72 et R. 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L. 541-1 et suivants du même code relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux visant, notamment, les déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

- Les déchets non dangereux (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc...) non triés et non souillés par des produits toxiques ou polluants pourront être récupérés ou éliminés dans des installations réglementairement autorisées en application des dispositions du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets Non Dangereux de la Loire.

- Les déchets industriels non dangereux non triés ne pourront pas être éliminés en décharge. On entend par déchet trié, les déchets dont on a extrait au moins les matériaux valorisables (bois, papier, carton, verre, etc...).

Déchets dangereux

Pour l'application des dispositions du présent article, les déchets dangereux sont les déchets tels que définis à l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

- Les déchets dangereux dont la nature physico-chimique peut être source d'atteintes particulières pour l'environnement devront faire l'objet de traitements spécifiques garantissant l'absence de tout risque de pollution sur le milieu récepteur.

Les filières de traitement adoptées devront respecter le principe de non dilution, à l'exception de celles qui emploient des techniques particulières, reconnues comme nécessitant une phase de dilution au cours de leur process.

- Pour chaque déchet dangereux, l'exploitant établira une fiche d'identification du déchet qui sera régulièrement tenue à jour et qui comportera les éléments suivants :

- le code du déchet selon la nomenclature,
- la dénomination du déchet,
- le procédé de fabrication dont provient le déchet,
- son mode de conditionnement,
- le traitement d'élimination prévu,
- les caractéristiques physiques du déchet (aspect physique et constantes physiques du déchet),
- la composition chimique du déchet (compositions organique et minérale),
- les risques présentés par le déchet,
- les réactions possibles du déchet au contact d'autres matières,
- les règles à observer pour combattre un éventuel sinistre ou une réaction indésirable.

- Conformément aux dispositions de l'article R. 541-45 du code de l'environnement, lorsque l'exploitant remettra à un tiers un déchet dangereux produit sur son site, il sera tenu d'émettre un bordereau qui accompagnera le déchet.

- L'exploitant tiendra, pour chaque déchet dangereux, un dossier où seront archivés :

- la fiche d'identification du déchet et ses différentes mises à jour,
- les résultats des contrôles effectués sur les déchets,
- les observations faites sur le déchet,
- les bordereaux de suivi de déchets renseignés par les centres éliminateurs.

- Conformément aux dispositions de l'article 1.21 ci-avant et de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets, l'exploitant devra déclarer chaque année au ministre chargé de l'environnement la production de déchets dangereux de l'établissement dès lors que celle-ci sera supérieure à 2 tonnes par an.

La déclaration susvisée sera effectuée avant le 31 mars de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente, sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet. L'exploitant tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées.

Registre des déchets

L'exploitant tient à jour le registre des déchets prévu par l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement. Ce registre, qui pourra être contenu dans un document papier ou informatique et sera tenu à disposition de l'inspection des installations classées, contiendra au moins les informations suivantes pour chaque flux de déchets :

- la date de l'expédition du déchet,
- la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement),
- la quantité du déchet sortant,
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié,
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-53 du code de l'environnement,
- le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets,
- le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets,
- le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive n° 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives,
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Principaux déchets générés

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

DECHET		Caractéristique du déchet	Niveau de traitement
Désignation	Code		
Bois (palettes cassées)	20 01 38	Solide	Recyclage
Cartons	15 01 01	Solide	Valorisation
Chiffons souillés	15 02 02	Solide	Valorisation
DASRI	18 01 03	Solide	Incinération
DEEE usagés	20 01 35	Solide	Valorisation
ECOPOUDRE	08 02 01	Solide	Valorisation
Emballages plastiques	15 01 01	Solide	Valorisation
Filtres souillés	08 01 12	Solide	Valorisation
Fosses septiques	20 03 04	Liquides/Solide	Recyclage
Fûts souillés aluminium	15 01 10*	Solide	Incinération
Métaux	20 01 40	Solide	Recyclage
Huile usagée	13 03 07	Liquide	Valorisation
Peinture en poudre	08 02 01	Solide	Valorisation
PVC souillé	08 01 12	Solide	Elimination

CHAPITRE 4.5 ACTIVITÉ RECYCLING – REGROUPEMENT ET RECONDITIONNEMENT DE FINES DE PEINTURE POUDRE SUR SITE

Article 4.5.1 Description de l'activité

Les fines de peintures non utilisées par les clients sont renvoyées à AXALTA. Une fois réceptionnées, elles sont tout d'abord envoyées vers le tamisage puis sont mélangées avec, homogénéisées (avec ajout éventuel d'un catalyseur) puis conditionnées dans le même contenant d'arrivée. Aucun traitement physico-chimique n'est réalisé sur ces fines récupérées.

Un contrat Ecopoudre est signé entre AXALTA et ses clients. Le retour des poudres est exempté de Bordereau de Suivi de Déchets.

L'activité RECYCLING représente au maximum 7 t/jour en volumes, dont 4,5 t/jour de déchets traités, classable à Déclaration sous la rubrique 2791 « Traitement de déchets Non dangereux ».

Article 4.5.2 Prescriptions applicables

- Les conditions d'exercice de cette activité respectent les dispositions des arrêtés ministériels applicables aux installations soumises à déclaration au titre des rubriques 2714 et 2791 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, à savoir :
 -
 - - Arrêté ministériel du 6 juin 2018 (rubrique 2914) et
 - - Arrêté ministériel du 23 novembre 2011 (rubrique 2791),
 -
- sans préjudice de dispositions plus contraignantes, ou d'adaptations, liées notamment au fait que les déchets concernés par le présent article 4.5 sont issus des productions du site et présentent donc des dangers et inconvénients similaires, desdites dispositions prévues au présent arrêté.

TITRE 5 - PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 5.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les installations devront être construites, équipées et exploitées de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits ou de vibrations mécaniques, susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, et les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées, sont applicables.

CHAPITRE 5.2 INSONORISATION DES ENGINS DE CHANTIER - LIMITATION DES ÉMISSIONS SONORES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement devront être conformes à la réglementation en vigueur et notamment aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Les moteurs des véhicules ou engins intervenant à l'extérieur des bâtiments devront être mis à l'arrêt dès lors que leur fonctionnement ne sera pas indispensable, et ce de manière à prévenir une éventuelle gêne pour le voisinage.

En outre, toutes dispositions seront prises en matière de circulation des véhicules sur le site (plan de circulation, limitation de vitesse, etc...), en vue de minimiser les émissions sonores induites pouvant être perçues par ce même voisinage.

CHAPITRE 5.3 MESURES PÉRIODIQUES DES NIVEAUX SONORES

Limitation des Niveaux de Bruit

Les niveaux de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Points de mesure 1 à 5 (limites de propriété)	70 dB(A)	60 dB(A)

Valeurs Limites d'émergence

Les zones à émergence réglementée sont précisées sur le plan en annexe 1.

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6dB(A)	4dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée six mois au maximum après la notification du présent arrêté puis tous les ans, jusqu'à retour à une situation conforme. Par la suite une mesure triennale pourra être sollicitée par l'exploitant, au regard du maintien de niveaux sonores acceptés par le voisinage.

Les résultats sont communiqués à l'inspection sur sa demande ou en cas de plainte de voisinage connue de l'exploitant.

CHAPITRE 5.4 DISPOSITIONS SPÉCIFIQUES

Article 5.4.1 Travaux à effectuer

L'exploitant met en œuvre sous deux ans les actions et travaux préconisés par l'étude de modélisation acoustique établie par BUREAU VERITAS en date du 27 avril 2021. Il poursuit les actions et travaux nécessaires jusqu'à retour à une situation conforme aux exigences réglementaires. Il rend compte à l'inspection à rythme annuel de l'avancée des travaux et des résultats obtenus.

Article 5.4.2 Tonalité marquée

Les sources de bruit à tonalité marquée voient leur durée de fonctionnement quotidienne limitée au minimum.

Article 5.4.3 Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

CHAPITRE 5.5 LIMITATION DES ÉMISSIONS LUMINEUSES

De manière à réduire la consommation énergétique et les nuisances pour le voisinage, l'exploitant prend les dispositions suivantes :

les éclairages intérieurs des locaux sont éteints une heure au plus tard après la fin de l'occupation de ces locaux

Les illuminations des façades des bâtiments ne peuvent être allumées avant le coucher du soleil et sont éteintes au plus tard à 1 heure.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux installations d'éclairage destinées à assurer la protection des biens lorsqu'elles sont asservies à des dispositifs de détection de mouvement ou d'intrusion.

L'exploitant des locaux doit s'assurer que la sensibilité des dispositifs de détection et la temporisation du fonctionnement de l'installation sont conformes aux objectifs de sobriété poursuivis par la réglementation, ceci afin d'éviter que l'éclairage fonctionne intempestivement ou durant toute la nuit.

CHAPITRE 5.6 INSERTION PAYSAGÈRE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, poussières, envols...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement...).

TITRE 6 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 6.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 6.1.1 Accessibilité et circulation des engins de secours

Accès

Le site est desservi par une voie publique ou privée permettant l'intervention des engins d'incendie et de secours.

Les portails d'accès au site sont conçus pour pouvoir être déverrouillés et accessibles immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers.

Voie Engins

Une voie « engins » sera créée pour permettre de faire le tour de l'installation et accéder aux différentes aires. Cette voie sera prolongée pour atteindre le Nord du site et notamment le bâtiment 113. La voie « engins » sera maintenue dégagée en permanence.

Certains véhicules pourront ponctuellement stationner au niveau du préau au Nord du site. L'exploitant fixera des mesures qui seront intégrées au plan de défense incendie mis à jour.

La voie engins respectera les caractéristiques édictées, pour rappel :

- La largeur de la voie sera de 6 m pour les parties les plus étroites et la hauteur libre sera à minima de 4,5 m (en particulier au niveau du préau qui sera réhaussé)
- Les virages respecteront les sur-largeurs et rayons minimaux. Si le rayon intérieur est inférieur à 50 m, un rayon intérieur R minimal de 13 m est maintenu et une sur-largeur $S=15/R$ mètres est ajoutée
- La voie possédera la portance nécessaire (résistance à une portance calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130kN par essieu ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum)
- Chaque point du périmètre de l'installation sera à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.
- Aucun obstacle ne sera disposé entre les accès au bâtiment et les aires pour les services de secours.

L'utilisation de la voirie sous le préau permettra de faire le tour de l'installation.

Seul le bâtiment 113 ne sera pas accessible sur sa façade Nord. En mesure compensatoire, des voies de retournement sont prévues au Nord-Ouest et Nord-Est de l'installation permettant d'y accéder par au moins 2 façades.

Aires de mise en station

Les aires de mises en station des moyens aériens seront accessibles depuis la voie « engin ». Les bâtiments sont desservis par de telles aires sur une façade au minimum.

Au niveau des bâtiments 113 et 119, une aire de mise en station des échelles sera positionnée à proximité des façades Nord pour le bâtiment 119 et façade Est pour le bâtiment 113.

Au vu de la configuration d'implantation des cellules 104 / 116 et 117, une seule aire échelle sera prévue, disposée en façade Nord du bâtiment 104.

Chaque aire de mise en station des moyens aériens respectera les caractéristiques réglementaires :

- largeur 7m – longueur 10m, pente < 10%

- possédant la portance nécessaire (résistance à une portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130kN par essieu ceux-ci étant distants de 3,6 m au minimum et présentant une résistance au poinçonnement de 88 N/cm²)
- matérialisées au sol
- aucun obstacle aérien ne gênera les manœuvres à la verticale
- elles seront positionnées entre 1 m et 8 m de la façade et inférieure à 1 m pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment
- les aires seront entretenues, maintenues dégagées et accessibles constamment.
- les aires résisteront à la force portante réglementaire.

Accès aux issues et quais

Des accès depuis la voie engins ou des aires de mise en station des moyens aériens seront prévus pour atteindre les issues du bâtiment via un chemin stabilisé de 1,8 m de largeur. Au niveau des quais de déchargement du bâtiment 119, l'accès se fait de plain-pied.

Article 6.1.2 Dispositions constructives et comportement au feu

Le tableau ci-dessous présente les principales constructions du site et leurs caractéristiques:

Repère bâtiment	Surface au sol	Hauteur (tulle au faîtage)	Toiture	Sol	Murs	Ossature
Bâtiment 103 : Bonding	705 m ²	6,6 m	Bac acier	Dalle Béton	Bardage métallique pour les façades extérieures Murs séparatifs coupe-feu	Métallique
Bâtiment 104 : stockage produits finis	3 181 m ²	19 m	Toiture béton revêtue PVC + bac acier sur dôme central de faîtage	Dalle Béton	Bardage métallique le long du siège social Mur séparatif REI 120 entre bât 104 et 116 Murs séparatifs REI 120 entre bât 104 et 103 (bonding) Autres parois béton sans degré coupe-feu assuré	Béton

Repère bâtiment	Surface au sol	Hauteur (tulle au faîtage)	Toiture	Sol	Murs	Ossature
Bâtiment 116 : stockage produits finis	3 381 m ²	19 m	Toiture béton revêtue PVC + bac acier sur dôme central de faîtage	Dalle Béton	Mur séparatif avec bât 106 est REI 120 Mur séparatif avec bât 104 est REI 120 Mur béton et bardage tôle entre 116 et 117 Bâche plastique en séparation au milieu du bâtiment 116	Béton
Bâtiment 117 : recycling	3 008 m ²	19 m	Toiture béton revêtue PVC + bac acier sur dôme central de faîtage	Dalle Béton	Mur séparatif REI 120 avec les zones de prod 105 et avec zone 107 Murs extérieurs béton	Béton
Bâtiment 105 : Pesage	1 647 m ²	19 m	Toiture béton revêtue PVC + bac acier sur dôme central de faîtage	Dalle Béton	Murs béton	Béton
Bâtiment 107 : Production	2 454 m ²	11 m	Bac acier	Dalle béton	Murs béton Murs séparatifs REI 120	Béton
Bâtiment 112 : Production / Conditionnement	1 880 m ²	11,6 m	Bac acier	Dalle béton	Murs béton	Béton

Reper. bâtiment	Surface au sol	Hauteur (utile au faitage)	Toiture	Sol	Murs	Ossature
					Murs séparatifs REI 120	
Bâtiment 113	2 868 m ²	9,2 m	Bac acier	Dalle béton	Bardage double peau	Acier
Bâtiment 119 : Magasin matières premières	2 042 m ²	7,3 m	Bac acier	Dalle béton	Bardage simple peau	Acier

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 6.1.3 Désenfumage

Emploi de colorants et pigments

- Les bâtiments abritant les installations d'emploi de colorants et pigments organiques, minéraux et naturels, sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs sont à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture n'est pas inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m² ;
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellules.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès et accessibles au service d'incendie et de secours.

Transformation de polymères

- Les bâtiments abritant les installations de transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.) sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres.

Chaque écran de cantonnement est DH 30, en référence à la norme NF EN 12 101-1, version juin 2006, et a une hauteur minimale de 1 mètre.

Une zone d'une hauteur minimale de 1 mètre située au-dessous du niveau du point le plus bas de l'écran de cantonnement est libre de tout encombrement.

La différence de hauteur entre le niveau du point le plus haut occupé des procédés de fabrication et de stockage et le point le plus bas de l'écran de cantonnement est supérieure ou égale à 1 mètre.

Ces cantons sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC).

Un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 mètres carrés est prévu pour 250 mètres carrés de superficie projetée de toiture.

Les DENFC sont implantés sur la toiture à au moins 5 mètres des murs « coupe-feu » séparant les locaux abritant l'installation.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.

L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis le local à désenfumer.

Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des locaux équipés. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- classe de fiabilité RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classification de la surcharge neige à l'ouverture SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes comprises entre 400 et 800 mètres. La classe SL0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300.

Le déclenchement automatique du désenfumage est asservi à la détection incendie des locaux.

Stockage, traitement et reconditionnement des fines de peinture

Les bâtiments abritant les installations de stockage, traitement et reconditionnement des fines de peinture doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conformes aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.

Ces dispositifs doivent être à commandes automatique et manuelle. Leur surface utile d'ouverture ne doit pas être inférieure à :

- 2 % si la superficie à désenfumer est inférieure à 1 600 m²
- à déterminer selon la nature des risques si la superficie à désenfumer est supérieure à 1 600 m² sans pouvoir être inférieure à 2 % de la superficie des locaux.

En exploitation normale, le réarmement (fermeture) doit être possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage ou la cellule à désenfumer dans le cas de local divisé en plusieurs cantons ou cellule.

Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.

Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur doivent être adaptés aux risques particuliers de l'installation.

Tous les dispositifs doivent en référence à la norme NF EN 12 101-2 présenter les caractéristiques suivantes :

- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité). Les exutoires bifonctions sont soumis à 10 000 cycles d'ouverture en position d'aération ;
- la classification de la surcharge neige à l'ouverture est SL 250 (25 daN/m²) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres et SL 500 (50 daN/m²) pour des altitudes supérieures à 400 mètres et inférieures ou égales à 800 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région

d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige. Au-dessus de 800 mètres, les exutoires sont de la classe SL 500 et installés avec des dispositions constructives empêchant l'accumulation de la neige ;

- classe de température ambiante T0 (0 °C) ;
- classe d'exposition à la chaleur HE 300 (300 °C).

Des amenées d'air frais d'une surface libre égale à la surface géométrique de l'ensemble des dispositifs d'évacuation du plus grand canton seront réalisées cellule par cellule.

Stockage de matières solides inflammables et/ou combustibles

Les bâtiments abritant les installations de stockage de matières solides inflammables et/ou combustibles respectent pour ce qui concerne le désenfumage en cas d'incendie, les dispositions du Point 5 « Désenfumage » de l'annexe II « Prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à la rubrique 1510 » de l'Arrêté ministériel du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510. Les bâtiments de stockage sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1650 m² et d'une longueur maximale de 60 m.

Locaux de production et cellules de stockage

S'agissant d'un site existant et d'une extension substantielle d'activités déjà réglementées par l'arrêté préfectoral du 6 juin 2003, l'exploitant pourra, sur la base d'études technico-économiques le justifiant, présenter une demande visant à adapter les surfaces des dispositifs d'évacuation des fumées et chaleurs des différents locaux de production, ainsi qu'un échéancier de réalisation desdits dispositifs.

Il ne sera pas accordé de dérogation ni de délai supplémentaire pour les locaux de stockage de produits solides inflammables et/ou combustibles.

L'ouverture des dispositifs devra en toutes circonstances pouvoir se faire manuellement. Les dispositifs de commande seront reportés près des accès et seront facilement repérables et aisément accessibles.

CHAPITRE 6.2 PRÉVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION

Article 6.2.1 Dispositions générales

Conception

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les locaux présentant des risques d'incendie et/ou d'explosion.

Les bâtiments et locaux seront conçus et aménagés de façon à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Accès, voies de circulation

Le site disposera en permanence de deux accès au moins, positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, quelles que soient les conditions de vent.

Les accès au site seront conçus pour pouvoir être ouverts immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours, ou directement par ces derniers le cas échéant.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation des installations stationneront sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture des installations.

A l'intérieur de l'établissement, les pistes et voies d'accès seront nettement délimitées, entretenues en bon état et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. L'exploitant fixera les règles de

circulation applicables à l'intérieur de son établissement, et les portera à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les bâtiments et dépôts devront être accessibles facilement par les services de secours, qui devront pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins.

Ventilation

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux devront être convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosible ou nocive, ou l'accumulation dangereuse de vapeurs de liquides inflammables.

En particulier, toutes les dispositions seront prises pour éviter l'accumulation de vapeurs de liquides inflammables dans les parties basses des installations, et notamment dans les fosses et caniveaux.

Le débouché à l'atmosphère de la ventilation devra être placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration extérieures, et à une hauteur suffisante prenant en compte la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

Article 6.2.2 Matériel électrique

Conformité aux prescriptions applicables

Les installations électriques devront être conformes aux prescriptions du décret n° 88.1056 du 14 novembre 1988 et des arrêtés et circulaires d'application subséquents concernant la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques. Les installations « basse tension » seront conformes aux dispositions de la norme C 15.100.

Les installations font l'objet des contrôles réglementaires dont contrôle par thermographie infra-rouge pour les équipements et réseaux le nécessitant.

Le dossier prévu à l'article 55 du décret du 14 novembre 1988 sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées qui pourra, à tout moment, prescrire au chef d'établissement de faire procéder à une vérification de toute ou partie des installations électriques par un vérificateur agréé dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais occasionnés par ces contrôles seront supportés par l'exploitant.

Arrêt d'urgence

Des boutons d'arrêt d'urgence, permettant de couper le courant en cas de nécessité et en dehors des heures de travail, seront mis en place pour chaque installation, bâtiment ou groupe de bâtiments.

Atmosphère explosive

Les installations dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations, seront soumises aux dispositions ci-après :

- Le matériel électrique devra être choisi en fonction du risque d'apparition des atmosphères explosives et de la nature de celles-ci (gazeuse ou poussiéreuse).
- Le zonage des installations sera réalisé selon les dispositions de la directive 1999/92/CE du 16 décembre 1999, dite ATEX (zones de type 0, 1 et 2).

- Les nouveaux matériels mis en place devront être compatibles avec le type de zone où ils sont installés (au sens de la directive "ATEX"), et devront être d'un type certifié selon l'approche de la directive 94/9/CE (transposée en droit français par le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible).
- Les matériels en place, conformes aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées, et susceptibles de présenter des risques d'explosion, pourront être conservés.
- Les matériels électriques présents dans les ateliers seront repérés sur le plan de zonage vis-à-vis du risque d'incendie, d'explosion ou d'émanations toxiques, demandé au deuxième alinéa de l'article 6.2.1 du présent arrêté.

Article 6.2.3 Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) devront être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Article 6.2.4 Dispositions d'exploitation

Vérifications périodiques

Le matériel électrique et les moyens de secours contre l'incendie feront l'objet de vérifications périodiques par une personne compétente. Il conviendra en particulier de s'assurer du bon fonctionnement permanent de tous leurs organes nécessaires à la mise en œuvre des dispositifs de sécurité. Les vérifications périodiques de ces matériels devront être inscrites sur un registre.

La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications.

Consignes

Des consignes écrites seront établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention de lutte contre l'incendie, pour l'évacuation du personnel et pour l'appel aux moyens extérieurs de défense contre l'incendie. Ces consignes seront portées à la connaissance du personnel concerné.

Formation du personnel - Équipes de sécurité

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, recevront une formation sur les risques inhérents des installations et la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident. Le responsable de l'établissement veillera à la constitution d'équipes d'intervention et à la formation sécurité de son personnel.

Plan d'évacuation

Un plan d'évacuation de l'établissement sera établi par l'exploitant et affiché de telle façon que tout le personnel puisse facilement le consulter.

Plan des aires et locaux

Un plan représentant l'ensemble des aires et locaux sera tenu à disposition, avec une signalétique explicite des risques à combattre pour chaque aire et local, de manière à faciliter l'intervention des services d'incendie et de secours.

Permis de travail - Permis de feu

Dans les parties de l'établissement présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il sera interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction sera affichée en caractères apparents. Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (notamment emploi d'une flamme ou d'une source chaude) ne pourront y être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière. Cette consigne fixera notamment les moyens de lutte contre l'incendie devant être mis à la disposition des agents effectuant les travaux.

Le "permis de travail", le "permis de feu" s'il y en a un et la consigne particulière seront établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura désignée. Lorsque les travaux seront effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail", le "permis de feu" le cas échéant, et la consigne particulière relative à la sécurité des installations seront cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront désignées, sans préjudice des dispositions prévues par le code du travail.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations sera effectuée par l'exploitant ou son représentant.

Entretien des locaux

Les locaux seront maintenus en bon état de propreté et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage devra être adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'établissement et permettant l'intervention en cas de sinistre, devront être conservés à proximité des zones sensibles. Ces matériels devront être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel sera formé à l'emploi de ces matériels.

Article 6.2.5 Organisation des secours - Plan de défense incendie

L'exploitant élaborera un plan de défense contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses installations.

Dans ce cadre, il établira, avec si besoin le concours du Service Départemental d'Incendie et de Secours, un plan de secours, destiné à définir les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas de sinistre pour protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Ce plan de secours sera mis à jour au moins tous les trois ans. Il prévoira notamment qu'une personne apte, formée et autorisée à la mise en œuvre des premiers moyens d'extinction puisse être sur les lieux du sinistre dans un délai maximum de trente minutes.

Un exercice de défense incendie permettant de tester le plan de secours sera effectué au moins tous les deux ans.

Article 6.2.6 Moyens de lutte contre l'incendie

L'établissement devra disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à combattre et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un système développé de détection incendie avec alarmes sonores et visuelles et report d'alarme en salle de contrôle ou en salle de crise si elle existe
- de 4 poteaux d'incendie de type normalisé (60 m³/h unitairement avec prise de 100 ou 150 mm) répartis autour du site, avec une distance maximale de 150 mètres par voie praticable entre deux appareils, Si ces poteaux ne sont pas dans l'emprise de l'établissement, l'accès au site sera possible à proximité immédiate
- d'une bache à eau de 500 m³ avec aires de stationnement pompiers et des raccords adaptés
- ces ressources permettent ainsi d'obtenir le débit minimum requis de 300 m³ /h pendant 2 heures, avec a minima un tiers de ce débit surpressé,
- Le premier point d'eau (PEI) est situé à moins de 100 m de l'entrée de l'établissement,
- d'un réseau de Robinets d'Incendie Armés (RIA) maintenu en état de fonctionnement, avec formation des opérateurs au maniement des RIA. Ce réseau est étendu à toutes les zones de stockage de matières et produits. Les RIA sont disposés à proximité des issues de secours et en différents points des zones de stockage. Chaque lance permet d'atteindre un sinistre dans deux directions opposées. Le réseau de RIA est alimenté via une cuve associée à deux pompes. Les pompes sont alimentées via un réseau électrique indépendant du réseau général du site.
- d'extincteurs en nombre suffisant répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction devront être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces derniers,
- d'un système d'alarme interne,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours,
- de réserves de produit absorbant incombustible en quantités adaptées aux risques, sans être inférieures à 100 litres, et des moyens nécessaires à leur mise en œuvre. Ces réserves de produit absorbant seront stockées dans des endroits visibles et facilement accessibles et munies d'un couvercle ou tout autre dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries. Dans le cas de liquides miscibles à l'eau, l'absorbant pourra être remplacé par un point d'eau, sous réserve que l'exploitant justifie auprès de l'inspection des installations classées de l'absence de pollution des eaux ou le traitement de ces épandages après dilution.

Tous ces matériels devront être maintenus en bon état. Leur vérification prévue à l'article 6.6.5.1 se fera au moins une fois par an.

Article 6.2.7 Rétention des eaux d'extinction d'incendie

Le volume global à retenir (pluie d'occurrence trentennale et eaux d'extinction d'un éventuel incendie) est calculé est calculé à 4 100 m³. Ce volume sera assuré par les ouvrages en place (réseau ovoïde notamment sous réserve de mise en place d'un dispositif d'obturation dudit réseau) et par construction d'un bassin dûment dimensionné.

Le bassin sera entièrement imperméabilisé à l'aide d'une géomembrane

La régulation du débit de fuite du bassin sera assurée par un orifice d'évacuation situé en fond de bassin au niveau de l'ouvrage de sortie pour réguler le débit de 32 l/s (sur la base de 5 l/s/ha). Une vannemanuelle sera créée au niveau de l'orifice d'ajutage Ø110 pour pouvoir condamner le bassin en cas de pollution ou d'incendie. Elle sera aisément manœuvrable depuis l'ouvrage de sortie.

Une procédure spécifique avec désignation des personnes responsables des opérations permettant l'obturation des ouvrages selon la période d'incident (heures ouvrées, heures non ouvrées, jours de fermeture...) sera établie et portée à la connaissance des personnes désignées. Cette procédure sera intégrée au Plan de défense incendie du site.

Pour faire face au cas de pluie supérieure à une pluie trentennale, un réseau de diamètre 1000 mm béton sera mis en place à la côte des plus hautes eaux du bassin pour canaliser la sur-verse jusqu'au ruisseau. Du fait de la profondeur importante du bassin et des réseaux, les volumes d'eaux excédentaires seront stockés dans les ouvrages. Aucun débordement ne sera généré sur site.

Une grille et une zone de décantation seront créées en point bas du bassin.

Pour assurer la pérennité de leur fonctionnement, les ouvrages de prétraitement et le bassin d'orage seront régulièrement entretenus.

Un plan de récolement du bassin de rétention est réalisé et est transmis au service instructeur dans un délai de trois mois après achèvement des travaux ; ce plan fait notamment apparaître le volume des bassins, l'emplacement et le descriptif des organes de régulation.

Le bassin de rétention est muni d'un équipement permettant d'interdire le rejet au milieu en cas de pollution.

Les eaux de ruissellement des zones décapées lors des terrassements sont maîtrisées. Le pétitionnaire met en œuvre une organisation permettant d'assurer une surveillance régulière des ouvrages. Il veille notamment à ce que sur le moyen terme, la végétation implantée dans les bassins n'obère pas leur capacité hydraulique.

Le maître d'ouvrage doit prévenir le service police de l'eau de la Loire 15 jours avant le début des travaux. Le pétitionnaire prend toutes dispositions pour éviter toute pollution des cours d'eau pendant la durée des travaux.

En cas d'incident lors des travaux susceptible de provoquer une pollution accidentelle ou un désordre dans l'écoulement des eaux à l'aval ou à l'amont du site, le déclarant doit immédiatement prendre toutes les dispositions nécessaires pour limiter les effets sur le milieu et sur l'écoulement des eaux et éviter qu'il se reproduise.

Toutes mesures sont prises pour le contrôle et le maintien permanent de l'étanchéité des ouvrages et éviter en cas de pollution des eaux recueillies une diffusion des contaminants vers le Canal du Forez.

Article 6.2.8 Protection contre l'électricité statique, les courants de circulation et la foudre

Mise à la terre

Toutes les parties susceptibles d'emmagasiner les charges électriques (éléments de construction, appareillage, conduits, supports, etc ...) seront reliées à une prise de terre, conformément aux normes en vigueur, soit directement, soit par le biais de liaisons équipotentielles.

Un contrôle identique à celui prévu sur le matériel électrique sera effectué sur les liaisons avec la terre.

Agression par la foudre

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, seront protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

L'analyse du risque foudre et l'étude technique foudre sont à mettre à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article L.181-14 du code de l'environnement, et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur ses données d'entrée.

La notice de vérification et de maintenance sera actualisée lors des révisions de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection. Un carnet de bord sera tenu par l'exploitant.

Les chapitres qui y figurent sont actualisés lors des révisions de l'étude technique.

Les systèmes de protection retenus par l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention complémentaires éventuellement nécessaires sont réalisées par un organisme compétent, après chaque mise à jour de l'étude technique. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondront aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle sera réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fera l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications seront décrites dans une notice de vérification et de maintenance et seront réalisées conformément à la norme en vigueur.

Les agressions de la foudre sur le site seront enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés sera réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci sera réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tiendra en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Article 6.2.9 Divers

Surveillance de l'exploitation

L'exploitation devra se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite des installations et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'établissement.

Connaissance des produits, étiquetage

L'exploitant disposera des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses avant leur réception dans l'établissement.

Les fiches de données de sécurité prévues par le code du travail permettront de satisfaire à cette obligation. Ces documents seront facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Les cuves de traitement, fûts, réservoirs et autres emballages porteront en caractères très lisibles le nom des substances et préparations et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Registre entrées/sorties

L'exploitant devra tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel sera annexé un plan général des stockages. Cet état sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles sera limitée aux nécessités de l'exploitation.

Localisation des risques

L'exploitant recensera, sous sa responsabilité, les parties de l'établissement ou les équipements et appareils qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières déchargées, mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou transformées, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'établissement.

L'exploitant déterminera pour chacune de ces parties de l'établissement, et pour chacun de ces équipements et appareils, la nature du risque (incendie, explosion ou émanations toxiques). Ce risque sera signalé et les zones correspondantes seront reportées sur un plan qui sera tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les zones de risque incendie sont constituées de volumes où en raison des caractéristiques et des quantités de produits présents même occasionnellement, leur prise en feu est susceptible d'avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement. Les ateliers de fabrication et de recyclage des poudres sont par nature des zones de risque incendie.

Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.

Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté devront être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes devront notamment indiquer :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'établissement visées à l'article 6.2.1 "incendie" et "explosion", sans autorisation ("permis de feu"),
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'obligation d'une autorisation ou permis d'intervention ("permis de travail") pour les parties de l'établissement visées à l'article 6.2.1,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'établissement (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un réservoir, un récipient mobile, une citerne ou une canalisation contenant des substances dangereuses, et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Consignes d'exploitation

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc) devront faire l'objet de consignes d'exploitation écrites, régulièrement rappelées au personnel. Ces consignes prévoiront notamment :

- les modes opératoires,
- les mesures particulières pour les opérations de formulation,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées,
- les instructions de maintenance et de nettoyage,
- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières nécessaire au fonctionnement de l'installation,
- les conditions de conservation et de stockage des produits.

TITRE 7 - PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES PARTIES DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 7.1 EMPLOI ET STOCKAGE DE SUBSTANCES ET MÉLANGES PRÉSENTANT DES DANGERS PHYSIQUES

Article 7.1.1 Conception du local de stockage

Les locaux abritant les installations doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures,
- couverture incombustible,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1 heure,
- matériaux de classe M0 (incombustibles).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Règles d'implantation du stockage

- Les substances ou mélanges devront être stockées par groupe en tenant compte de leur incompatibilité liée à leurs catégories de danger.

- Les stockages devront être implantés à une distance d'au moins 10 mètres des limites de propriété, en local fermé et ventilé.

- Sauf autres dispositions réglementaires plus contraignantes, les stockages de récipients contenant des substances ou mélanges présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosibilité, devront être à une distance minimale de 5 mètres des stockages d'autres substances ou mélanges ou matériaux présentant un risque d'inflammabilité ou d'explosibilité. L'espace resté libre pourra être éventuellement occupé par un stockage de produits ininflammables et non toxiques.

Aménagement et organisation du stockage

Les conditions de stockage permettront de maintenir les substances ou mélanges à l'abri de la lumière, de l'humidité, de la chaleur, et de toute source d'inflammation. Le sol et les murs seront lisses et faciles à nettoyer.

Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre devra être d'au moins un mètre entre le stockage des substances ou mélanges et le plafond.

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations sous forme solide ne doit pas excéder 8 mètres.

Les substances ou préparations toxiques doivent être stockées, manipulées ou utilisées dans des endroits réservés et protégés contre les chocs.

Les fûts, tonnelets ou bidons contenant ces matières doivent être stockés verticalement sur les palettes. Toute disposition doit être prise pour éviter la chute des récipients stockés à l'horizontale.

Exploitation du stockage

Les matériaux utilisés pour les récipients de stockage seront adaptés aux produits stockés.

Les fûts, tonnelets ou bidons contenant des substances ou mélanges devront être stockés autant que possible verticalement sur des palettes. Toute disposition devra être prise pour éviter la chute des récipients stockés à l'horizontale.

Les fûts vides seront régulièrement enlevés, et a minima une fois par an.

Les substances ou mélanges devront être stockées ou manipulées dans des endroits réservés et aménagés de façon à minimiser les risques de chocs.

Moyens spécifiques de lutte contre un incendie

Outre les dispositions prévues à l'article 6.2.6, les locaux de stockage des substances ou mélanges facilement inflammables devront être équipés d'un système de détection automatique de début d'incendie déclenchant une alarme.

Mise en œuvre des substances ou mélanges facilement inflammables

Les substances ou mélanges devront être manipulées par transpalette manuel dans une cabine de pesage respectant les normes ATEX.

Le dossier de sécurité comprendra au moins les éléments suivants :

- caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques des produits mis en œuvre,
- incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans les installations concernées,
- modes opératoires,
- consignes de sécurité propres aux installations concernées. Celles-ci prévoiront en particulier explicitement les mesures à prendre en cas de dérive du procédé par rapport aux conditions opératoires sûres.

Le dossier de sécurité sera complété à l'occasion de toute modification du procédé ou de tout aménagement des installations.

Article 7.1.2. Emploi et stockage de substances et mélanges dangereux pour l'environnement aquatique

Les installations et les conditions de mise en œuvre respectent les dispositions de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous « l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745, selon les dispositions de l'annexe II du même arrêté ministériel.

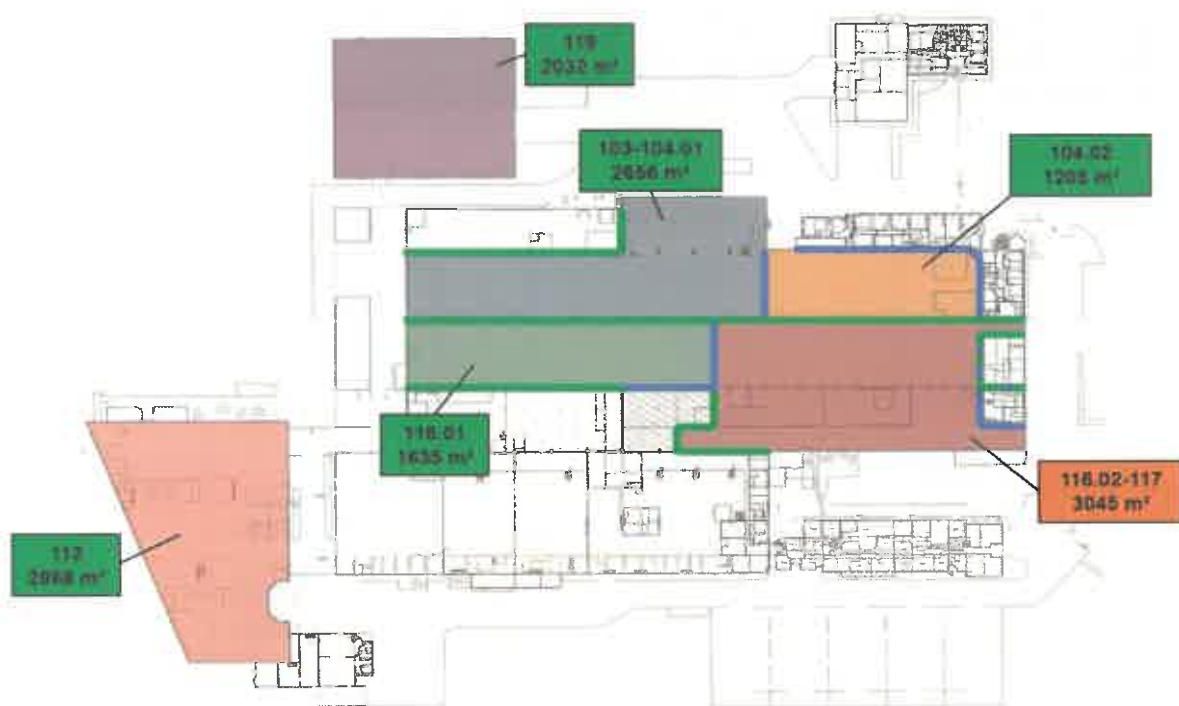
Article 7.1.3. Stockage de matières premières, semi-ouvrés (en-cours) et produits finis

Généralités

Les locaux dédiés pourront être destinés

- au stockage de matières premières, semi-ouvrés et produits finis de type matières combustibles, sous réserve qu'il s'agisse de substances ou mélanges non dangereux, ou de substances ou mélanges classés dangereux uniquement pour leur caractère nocif ou irritant selon la réglementation applicable,
- à la préparation de palettes de matières premières et produits finis.

La partie stockage sera aménagée dans les bâtiments comme détaillé sur le plan et dans le tableau ci-après qui sera achevé au plus tard le 30 avril 2024 :



La superficie de la cellule 116.02-117 atteignant 3 045 m², et

- en l'absence de système d'extinction automatique d'incendie,
- compte tenu des résultats de l'analyse technico-économique établie pour étudier le recoupement de la surface,

et considérant que :

- les flux thermiques en cas d'incendie de cette cellule ne produisent pas d'effets en dehors des limites de site,
- les recoupements des autres bâtiments dédiés au stockage permettent de limiter les surfaces non recoupées de façon à ne pas atteindre 3000 m² et de ne pas soumettre lesdits bâtiments à l'exigence d'installation d'un système d'extinction automatique d'incendie
- la surface réelle du stockage de la cellule 116.02-117 n'occupe pas 3 000 m² au sol,

Il est prescrit sur la cellule 116.02-117 la mise en place d'un grillage pour prévenir tout stockage de matières combustibles sur la zone de dégagement.

Les caractéristiques constructives des bâtiments de stockage seront améliorées selon le programme ci-après :

Repère bâtiment	Surface au sol	Hauteur (utile au faitage)	Toiture	Sol	Murs	Ossature	Désenfumage
Bâtiment 103 : Bonding	705 m ²	8,6 m	Bac acier	Dalle Béton	Bardage métallique pour les façades extérieures Murs séparatifs coupe-feu	Métallique	A minima 2%
Bâtiment 103-104.01	2 656 m ²	19 m	Toiture béton revêtue PVC + bac acier sur dôme central de faitage	Dalle Béton	Murs séparatifs REI 120 vis-à-vis de la zone 103 Mur séparatif REI 120 créé au niveau du bâtiment 104 pour le couper	Béton	A minima 2%
Bâtiment 104.02	1 205 m ²	19 m	Toiture béton revêtue PVC + bac acier sur dôme central de faitage	Dalle Béton	Mise en place de murs REI 120 le long des bâtiments siège social Mur séparatif REI 120 entre bât 104 et 116 Autres parois béton sans degré coupe-feu assuré	Béton	A minima 2%
Bâtiment 116.01	1 635 m ²	19 m	Toiture béton revêtue PVC + bac acier sur dôme central de faitage	Dalle Béton	Mur séparatif avec bât 105 est REI 120 Mur séparatif avec bât 104 est REI 120 Création d'un mur REI 120 à la place de la bâche pour couper le bâtiment 116 en deux Création d'un mur REI 120 côté bât 117	Béton	A minima 2%
Bâtiment 116.02 -	3 045	19 m	Toiture béton	Dalle	Création d'un	Béton	A

Repère bâtiment	Surface au sol	Hauteur (utile au faitage)	Toiture	Sol	Murs	Ossature	Désenfumage
117	m²		revêtue PVC + bac acier sur dôme central de faitage	Béton	<p>mur REI 120 à la place de la bâche pour couper le bâtiment 116 en deux</p> <p>Mur séparatif REI 120 avec les zones de prod 105 et avec zone 107</p> <p>Création d'un mur REI 120 en fond de cellule au niveau des locaux sociaux/mezzanine</p> <p>Murs extérieurs béton</p>		minima 2%
Bâtiment 105 : Pesage	1 647 m ²	19 m	Toiture béton revêtue PVC + bac acier sur dôme central de faitage	Dalle Béton	Murs béton	Béton	A minima 2%
Bâtiment 107 : Production	2 454 m ²	11 m	Bac acier	Dalle béton	<p>Murs béton</p> <p>Murs séparatifs REI 120</p>	Béton	A minima 2%
Bâtiment 112 : Production / Conditionnement	1 886 m ²	11,6 m	Bac acier	Dalle béton	<p>Murs béton</p> <p>Murs séparatifs REI 120</p>	Béton	A minima 2%
Bâtiment 113	2 868 m ²	9,2 m	Bac acier	Dalle béton	Bardage double peau	Acier	A minima 2%
Bâtiment 119 : Magasin matières premières	2 042 m ²	7,3 m	Bac acier	Dalle béton	Bardage simple peau	Acier	A minima 2%

Les quantités maximales pouvant être stockées sur l'ensemble des bâtiments dédiés au stockage ne devront toutefois pas dépasser :

- 35 tonnes de solides inflammables (rubrique 1450.1)
- 322 000 m³ de matières combustibles (rubrique 1510.2b)
- 70 tonnes de substances et produits dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 (rubrique 4510.2)

Bâtiment	Produits stockés	Quantité stockée
Bâtiment 119	Magasin Matières Premières stockage en racks, dynamique ou en masse	1400 t
Bâtiment 113	Magasin Matières Premières stockage en masse Stockage Produits Finis en fûts	900 t
Local stock Alu	Stockage spécialisé pigments aluminium (très inflammables)	10 t
Bâtiment 117 (local)	Stockage spécialisé pigments métalliques dont zinc (très inflammables)	15 t (dont 5 t Zinc)
Bâtiment 116-02 / 117	Produits Finis stockage en masse ou racks,	1120 t
Bâtiment 104	Produits Finis stockés en racks	1000 t
Zone extérieure	Palettes bois	300 m3
Zone extérieure vers bâtiment 112	benne pour la récupération des poussières et impuretés du dépoussiéreur	20 t
Zone extérieure entre le préau et le local de charge	bennes DIB, DIS, compacteur big-bag, benne ferraille	50 t

TITRE 8 - MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Les prescriptions suivantes cessent de produire leurs effets et sont supprimées du fait de l'édiction du présent arrêté :

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions) Références des articles correspondants du présent arrêté
Arrêté préfectoral 19547 du 6 juin 2003	Tous articles	Suppression
Arrêté Préfectoral Complémentaire 363_DDPP_12 du 8 novembre 2012	Tous articles	Suppression
Arrêté Préfectoral Complémentaire 459-DDPP-13 du 10 décembre 2013	Tous articles	Suppression
Arrêté Préfectoral Complémentaire 372-DDPP-14 du 16 septembre 2014	Tous articles	Suppression
Arrêté Préfectoral Complémentaire 353-DDPP-15 du 11 août 2015	Tous articles	Suppression
Arrêté Préfectoral de mise en demeure 3_DDPP_20 du 9 janvier 2020	Tous articles	Suppression

TITRE 9 - DISPOSITIONS FINALES

CHAPITRE 9.1 CADUCITÉ

L'arrêté d'autorisation environnementale cesse de produire effet lorsque le projet n'a pas été mis en service ou réalisé dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai et sans préjudice des dispositions des articles R. 211-117 et R. 214-97.

Le délai mentionné ci-dessus est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;

2° D'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;

3° D'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

CHAPITRE 9.2 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON :

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision lui a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°. »

CHAPITRE 9.3 PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée à la mairie de SAVIGNEUX et peut y être consultée ;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché à la mairie de SAVIGNEUX pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38, à savoir : SAVIGNEUX, CHAMPDIEU et MONTBRISON.

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Loire pendant une durée minimale d'un mois.

CHAPITRE 9.4 EXÉCUTION

Le Secrétaire général de la préfecture de la Loire, le Sous-préfet de l'arrondissement de Montbrison, la Directrice départementale des territoires de la Loire, le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne Rhône-Alpes en charge des installations classées pour la protection de l'environnement, le Directeur de l'Agence régionale de santé Direction Territoriale de la Loire et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au Maire de SAVIGNEUX et à la société AXALTA COATING SYSTEMS.

Saint-Etienne, le **11 MARS 2022**

Pour la préfète
et par délégation.
Le secrétaire général


Dominique
SCHUPFENECKER

Copies :

- Archives
- Sous-préfecture de Montbrison
- DREAL Uid 42/43

Annexe – Points de mesures des niveaux sonores en limite de propriété (1 à 3)
et des émergences en ZER (A à D)



-  Points de mesures
-  Points récepteurs
-  Limite de propriété